

Tom Thomas

**LA LIGNE POLITIQUE
DE LA DIRECTION DU PCF
DE 1939 à 1945**

**DE
L'OPPORTUNISME
A LA
TRAHISON**

5frs.

Parution Septembre 1975 – Numérisé conforme à l'original Octobre 2017
(avec corrections des fautes de frappe et typographiques, et précisions des citations de référence incomplètes sur l'original)

INTRODUCTION

Ce texte a pour but de rendre compte des positions politiques fondamentales des dirigeants du PCF pendant la période de la deuxième guerre mondiale, telle qu'elle apparaît dans les principaux textes théoriques publiés alors.

Il est certes un peu arbitraire de découper ainsi 5 années de la vie du parti. Bien des positions ont leur racine dans les années précédentes, et ne sont apparues clairement pour ce qu'elles étaient qu'après la libération, quand le parti les a poussées jusqu'à leur ultime conséquence. La pratique même de nombreux militants n'a pas suivie exactement la ligne centrale exprimée dans les textes.

Mais il n'en reste pas moins que cette période, comme toute période de crise aiguë a obligé le PCF à faire des choix clairs et décisifs, car dans de telles époques aucune demi-mesure, aucune ambiguïté n'est possible longtemps. Et c'est alors qu'il s'est définitivement transformé en parti révisionniste.

L'analyse de cette époque a surtout donné lieu à des polémiques sans fin entre les historiens du PCF et les historiens gaullistes ou réactionnaires sur la question de savoir si le parti est entré dans la résistance contre les allemands avant ou après l'invasion de l'URSS de Juin 41 (sous-entendu si c'est à lui ou aux gaullistes qu'on peut décerner le meilleur brevet de résistance). Ou encore polémique sur les intentions réelles du PCF à la libération : voulait-il ou pas prendre le pouvoir en déclenchant une insurrection armée ?

Dans tous les cas l'analyse politique concrète des différentes époques de la guerre est escamotée, d'une part, et de l'autre le point de vue est toujours celui du politicien bourgeois qui ne voit que le jeu des partis et idéalise les concepts de nation, patrie, état, indépendance etc..., en leur déniaient tout contenu de classe.

On sait que, suivant l'expression de Clausewitz reprise par Lénine, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, des moyens violents. Il n'y a pas, pour un marxiste, d'attitude correcte possible par rapport à un tel événement sans une analyse précise du caractère politique de la guerre : quelles classes sont en lutte, pour quels buts ? Quel est à chaque moment l'ennemi principal sur la route de la révolution socialiste ? Toutes questions qui n'ont pas de réponses à jamais données, mais que seule l'analyse concrète peut résoudre, et à condition qu'elle en reste au marxisme-léninisme. Ainsi Lénine expliquait : « La défense de la patrie est un mensonge dans la guerre impérialiste, mais nullement dans une guerre démocratique et révolutionnaire » (Réponse à Kievski).

Mais dès lors que la guerre de 39-45 est présentée par tous comme une lutte pour l'indépendance nationale du début à la fin, la polémique peut effectivement se limiter à des questions du genre : « c'est nous qui avons résisté les premiers », ou à des comparaisons entre l'appel du 18 Juin et celui du 10 Juillet, ou encore sur les intentions de chacun à la libération. C'est à dire à des questions qui en restent au cadre politique bourgeois : plus ou moins de patriotisme, plus ou moins de réformes, plus ou moins démocratiques etc...

Questions qui permettent d'escamoter deux problèmes essentiels :

- Le fait que la guerre de 39-45 n'a pas toujours eu le même caractère politique, mais qu'il est nécessaire d'y distinguer plusieurs périodes très différentes pendant lesquelles les rapports des différentes classes entre elles et par rapport au conflit ont profondément variés : de guerre injuste (contraire aux intérêts des peuples) en 1939, car alors guerre inter-impérialismes, en guerre mondiale antifasciste après l'invasion de l'URSS, en passant par la période intermédiaire de la lutte nationale antifasciste entre l'armistice et Juin 41, autant de situations politiques profondément différentes.

- Le problème des rapports entre la lutte pour l'indépendance nationale et la révolution socialiste. Il est parfois nécessaire au prolétariat, dans certaines conditions, de mettre l'objectif de l'indépendance au premier plan de sa lutte. Mais il ne mène pas alors cette lutte avec les mêmes buts que la fraction de la bourgeoisie nationaliste qui peut y participer, et ceci notamment dans un pays impérialiste comme la France. Car dans un pays de capitalisme avancé, la bourgeoisie n'a plus aucun rôle historique progressiste à jouer : la révolution démocratique bourgeoise y est accomplie depuis longtemps et seul le socialisme peut constituer une étape nouvelle par rapport au stade de l'impérialisme. Cela implique que le prolétariat, quand il y participe, doit absolument chercher à diriger la lutte pour l'indépendance, car seul il peut la mener jusqu'au bout, jusqu'à l'élimination des causes de l'oppression nationale : L'impérialisme. Une telle lutte, si elle est donc parfois un préalable nécessaire à la révolution socialiste (ce que négligent les trotskystes), ne peut être conçue par le prolétariat que comme une phase préparatoire à cette révolution. Car si il faut « savoir rattacher l'avènement de l'impérialisme à la lutte pour les réformes et à la lutte pour la démocratie », dans ce domaine l'erreur, de droite, consiste à orienter les justes revendications démocratiques vers le passé, vers le capitalisme du temps de paix, au lieu de les orienter vers l'avenir, vers la révolution sociale »¹.

Mais pour les historiens de la deuxième guerre mondiale toute lutte de classe est pratiquement exclue au sein de la vaste coalition patriotique et antifasciste qui aurait existé du début à la fin, ou du moins elle n'est vue que sous l'angle limité de la plus ou moins grande participation au combat. Or juger de l'attitude d'un parti communiste dans une telle période, ce n'est pas reconnaître simplement qu'il a été « le parti des fusillés », qu'il a animé pour l'essentiel la résistance armée, mais c'est analyser, du point de vue du prolétariat (et non du point de vue abstrait de « la nation toute entière »), quels buts étaient poursuivis à travers cette résistance et s'ils correspondaient, ou non, aux intérêts fondamentaux du prolétariat, compte tenu de la situation historique concrète et des différentes alliances tactiques qu'elle pouvait impliquer de passer avec certaines fractions de la bourgeoisie.

C'est de ce point de vue que ce texte essaye de se placer pour analyser, non pas la pratique quotidienne des militants communistes, dont l'héroïsme n'est plus à démontrer, mais la ligne politique fondamentale qui, à travers les chefs du parti, a guidé cette pratique. Cette ligne peut être correctement appréhendée à travers les textes de la revue théorique destinée aux militants : les Cahiers du bolchévisme.

Une telle analyse, même si elle est encore incomplète, concerne directement la classe ouvrière aujourd'hui et n'est pas une œuvre historique gratuite, mais un travail nécessaire qui doit être étudié et vigoureusement critiqué s'il y a lieu.

Tout d'abord elle concerne une période où le PCF, d'avant-garde du prolétariat se transforme en parti révisionniste, c'est à dire en parti bourgeois au sein de la classe ouvrière. Cette transformation n'est pas analysée ici sous tous ses aspects politiques, organisationnels, idéologiques, mais elle apparaît sous l'angle de la lutte politique dans la question des liens entre libération nationale et révolution socialiste. Ce qui est d'ailleurs toujours un point primordial pour notre époque, comme nous le verrons. Comme cela c'était déjà passé pour les partis de la II^{ème} Internationale, une série d'erreurs opportunistes, au lieu d'être corrigées et autocritiquées, amenèrent les dirigeants du parti à la trahison du prolétariat à la Libération.

Lénine disait : « la défense de la collaboration de classe, la répudiation de l'idée de la révolution socialiste et des méthodes révolutionnaires de lutte, l'adaptation au nationalisme bourgeois, l'oubli du caractère historiquement transitoire des frontières de nationalité et de patrie, la valeur de fétiche attribuée à la légalité bourgeoise, la renonciation du point de vue de classe et à la lutte de classe par crainte de s'aliéner la grande masse de la population (lire : la petite bourgeoisie), tels sont, incontestablement, les fondements idéologiques de l'opportunisme »².

¹ Lénine – « Tendances de l'économisme impérialiste » OC T23 p12 et 15

² Lénine – « La situation et les tâches de l'Internationale Socialiste » OC T21 p29

Gardons cette définition en tête : nous pourrions en retrouver pour ainsi dire point par point l'illustration parfaite dans les positions du PCF à la Libération (et avant).

A ce propos il faut être très clair : il ne sera nullement question d'affirmer péremptoirement que l'insurrection socialiste était immédiatement possible en 1944, ni de faire fi de la justesse de la lutte antifasciste de libération nationale, et donc d'un Front Uni sur ces perspectives avec différentes classes ou fractions de classe, y compris de la bourgeoisie gaulliste. Mais ce qui sera en cause, c'est avec quel point de vue, quelle stratégie et à quelle place le PCF a participé à une telle lutte, à un tel Front ?

Et c'est bien là la question essentielle pour nous aujourd'hui. Car si l'histoire ne se répète jamais exactement, il n'en reste pas moins vrai que nous sommes toujours dans une période historique semblable à celle de 39-45 dans ses caractéristiques fondamentales : l'époque de l'impérialisme. Et les mêmes causes produisent les mêmes effets. L'impérialisme, c'est la lutte à mort pour l'exportation des capitaux, la conquête des marchés, l'hégémonie. L'impérialisme c'est donc toujours la guerre, par son essence même, tant qu'il n'est pas détruit par la révolution. L'impérialisme c'est aussi le stade suprême du capitalisme, celui qu'aucune étape de démocratie bourgeoise ne sépare de la révolution socialiste.

Cela est vrai aujourd'hui encore, dans une situation concrète qui est que la France, pays impérialiste elle-même, doit également faire face aux ambitions des deux superpuissances, USA et URSS, qui se battent pour l'hégémonie mondiale. L'URSS, redevenu un pays impérialiste, se montre en particulier un ennemi extrêmement dangereux parce que camouflé sous une phraséologie socialiste. Bien qu'augmentant sans arrêt ses armements et ses préparatifs de guerre, elle essaie, par exemple lors de la dernière conférence d'Helsinki, de faire croire à sa volonté de paix. Mais une telle conférence peut être à juste titre comparée à un nouveau Munich. En fait les USA et l'URSS se livrent, actuellement à une lutte farouche pour accentuer leur domination, notamment sur les parties de l'Europe qu'ils contrôlent, et visent à évincer l'autre de cette riche partie du monde. Leur ennemi est aussi la Chine et le communisme. Mais c'est là un morceau très coriace et, comme Hitler s'est d'abord tourné contre la France, plus faible, pour s'assurer des bases industrielles avant d'attaquer l'URSS socialiste, le contrôle de l'Europe peut très bien être l'objectif immédiat pour une super puissance et ainsi être l'enjeu d'une troisième guerre mondiale.

La bourgeoisie française ne peut que chercher à sauvegarder le maximum de sa zone d'influence et donc à se subordonner à l'une ou l'autre des super puissances suivant celle qui lui offrira le plus de garanties sur ce point dans les conditions du moment. Seule la révolution socialiste peut détruire radicalement les racines de la guerre : l'impérialisme. La lutte pour la paix passe donc actuellement par la lutte pour la révolution socialiste. Car « il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme »³.

Face aux menaces et aux intrigues des deux superpuissances, la question n'est pas de savoir si les communistes doivent ou non lutter contre l'oppression nationale quand elle existe : ils le doivent absolument. Mais le problème qui se pose est : de quelle façon ? Avec quels buts ? Quelle attitude par rapport à sa propre bourgeoisie ? Sur ce point les idées les plus erronées règnent parmi beaucoup de ceux qui se réclament du marxisme-léninisme aujourd'hui en France, de la même façon qu'en 1939.

Comme à cette époque la bourgeoisie française ne s'oppose à un autre impérialisme que pour défendre ses intérêts impérialistes propres, ses possibilités d'exploiter son prolétariat et les peuples des colonies et néo-colonies. C'est pourquoi, à époque de l'impérialisme et dans un pays impérialiste (quel que soit la force plus ou moins grande de cet impérialisme) « il ne saurait être question de mouvements progressistes bourgeois, ni modestement libéraux, ni impétueusement démocratiques »⁴. Il en résulte que la lutte du prolétariat en France doit articuler autour de trois principes essentiels en ce qui concerne l'indépendance nationale :

³ Lénine – « Le socialisme et la guerre » - OC T21 p305

⁴ Lénine – « Sous un pavillon étranger » - OC T21 p133 – Ou encore la même indication dans « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste » OC T23 p 39 : « En France... le mouvement national remonte à un passé à jamais révolu et le faire renaître serait une absurde utopie réactionnaire »

- a) En aucun cas le prolétariat n'a intérêt à participer à une guerre impérialiste. Dans une telle guerre, le mot d'ordre communiste est : « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire », puisqu'il s'agit une guerre injuste qui ne peut amener que misère accrue pour la classe ouvrière dans le seul but d'augmenter les terrains de chasse de la bourgeoisie. Le prolétariat ne peut participer qu'à des guerres justes : guerres civiles révolutionnaires, guerres de libération, guerres de défense d'un pays socialiste etc.

- b) Si une telle guerre injuste aboutit à ce que le prolétariat subisse une oppression nationale, la lutte nationale contre cette oppression peut devenir objectif immédiat principal de sa lutte de classe. A condition toutefois que cette oppression par une bourgeoisie étrangère soit telle que c'est elle qui bloque le processus révolutionnaire, à condition que la bourgeoisie nationale soit soumise à l'envahisseur. Dans ce cas toutefois, le prolétariat doit absolument éviter le piège de mener une telle lutte en prenant appui sur une des coalitions impérialistes en présence. Ainsi Lénine expliquait qu'en 1914 la Belgique subissant une oppression nationale, le prolétariat belge ne pouvait pas lutter pour la libération de sa patrie en prenant partie pour la coalition impérialiste franco-anglaise. Ceci parce que le prolétariat n'a aucun intérêt à remplacer l'oppression d'une bourgeoisie par celle d'une autre, et que cela est de plus conforme à ses tâches internationalistes de ne pas appuyer aucun impérialisme. Dans ces conditions la liberté ne pouvait provenir, pour le prolétariat belge, que d'un processus révolutionnaire en Europe qu'il devait préparer dans son propre pays⁵.

De la même façon l'alliance avec certaines fractions de la bourgeoisie n'est possible que pour autant qu'elle s'accompagne d'une lutte ferme pour le droit à l'indépendance de tous les peuples, particulièrement ceux opprimés par cette bourgeoisie et qu'à la condition que le prolétariat maintienne sa totale indépendance politique et organisationnelle tout en participant au Front Uni.

- c) Dans toute lutte de libération nationale le prolétariat ne doit jamais perdre de vue les objectifs finaux de la révolution socialiste. Tout particulièrement dans un pays impérialiste qu'aucune étape historique ne sépare de la révolution socialiste, toute lutte de libération nationale, comme toute lutte démocratique, ne peut être que la préparation de la révolution socialiste. Elle n'est qu'un détour que les conditions historiques concrètes obligent le prolétariat à emprunter pour abattre sa bourgeoisie, et nullement une étape qui pourrait donner lieu en elle-même à un développement progressiste nouveau de la société (comme c'est par contre le cas dans les pays féodaux ou colonisés). Il ne s'agit jamais de rétablir « l'ordre ancien des choses ».

Le rappel très rapide de ces principes du marxisme-léninisme que nous avons évoqués ci-dessus ne peut évidemment valoir que comme guide à l'analyse d'une situation concrète : seule une telle analyse peut permettre de fixer une ligne politique juste. En ce sens ils seront à la base du point de vue que nous porterons sur la ligne du PCF pendant la guerre.

L'analyse des erreurs opportunistes du PCF montrera qu'elles existent toujours aujourd'hui. Non seulement le révisionnisme est une idéologie bourgeoise qui corrompt encore largement la classe ouvrière, mais il est bien présent dans les rangs même du marxisme-léninisme français ou certaines organisations pratiquent à outrance « l'adaptation au nationalisme bourgeois », « la renonciation à la lutte de classe par crainte de s'aliéner la petite bourgeoisie », ou encore prétendent limiter cette lutte au terrain « économique et social » mais pas au terrain politique où il s'agirait de soutenir la soi-disant politique de défense nationale de la bourgeoisie française (cf. Prolétariat n°10 p5) : les manifestations les plus évidentes de l'opportunisme fleurissent dans les différents programmes consécutifs du PCMLF. Ils enjolivent l'impérialisme français, négligent son aspect néo-colonialiste, le soutiennent même, sous prétexte qu'autrement une super puissance prendrait sa place, prônent le renforcement de l'armée bourgeoise, subordonnent complètement la lutte du prolétariat français contre SA bourgeoisie à la lutte de l'impérialisme français contre le super-impérialisme soviétique et sont prêt à soutenir une superpuissance contre une autre considérée comme « plus dangereuse ».

⁵ Lénine – « Le socialisme et la guerre » OC T21 p 305

Et c'est bien parce que toutes ces erreurs sont fondamentalement les mêmes que celles que commis Thorez et ses amis en 1939-44 qu'il est nécessaire de tirer les leçons du processus suivi alors par le PCF et de comprendre que l'opportunisme conduit à la trahison ouverte quand il n'est pas corrigé et que la lutte de classe entre dans des phases aiguës qui ne permettent aucune ambiguïté.

I. LE CARACTERE POLITIQUE DE LA GUERRE EN 1939

De quelle politique la guerre qui se déclenche en 1939 est-elle la continuation, c'est là un point essentiel qu'il faut rappeler pour pouvoir juger de l'attitude du PCF à son égard, puisque, nous l'avons vu, seule l'analyse concrète permet de savoir quel est l'intérêt du prolétariat dans un conflit.

Il est parfaitement établi, et Churchill lui-même le reconnaissait par exemple, que la signature du pacte germano-soviétique de non-agression (et seulement de non-agression) du 23 Août 1939, est une réponse parfaitement justifiée de l'URSS socialiste à la politique des franco-anglais, particulièrement caractérisée par les honteux accords de Munich. On sait que les bourgeoisies françaises et anglaises cherchaient, et depuis 1918, à abattre par tous les moyens la patrie du socialisme, par tous les moyens économiques, militaires, subversifs etc... On sait que la montée de Hitler au pouvoir a été soutenue et financée par les grands trusts monopolistes (et plus tard tous les trusts français participeront activement à la guerre contre l'URSS), et que la grande bourgeoisie française a fortement développé le fascisme en France et en Europe (avec le soutien des socialistes dans la politique pro-franquiste en Espagne). Les bourgeoisies monopolistes l'avaient qu'une idée fixe : faire de l'Allemagne nazie le fer de lance de la lutte contre l'URSS, ce qui avait aussi pour avantage de la détourner du repartage des colonies. D'où leur refus de toutes les propositions d'alliance contre le fascisme que, avec une longue patience, leur présentait Staline.

Le rappel de ces points, par ailleurs forts connus, permet de réaffirmer le fait que pour toutes ces « démocraties » la lutte contre le communisme était la hantise commune et que le slogan de la bourgeoisie française « plutôt Hitler que le Front Populaire » n'était pas un vain mot, une boutade de quelques excités, mais bien la politique de l'ensemble de la bourgeoisie.

Certes le Front Uni de la bourgeoisie contre le communisme ne put se réaliser immédiatement ni complètement. Ceci à cause des contradictions aiguës qui apposaient les impérialismes allemands et franco-anglais, contradictions particulièrement aiguës par les traités spoliateurs de Versailles. Aussi l'impérialisme allemand décida-t-il de régler ses comptes avec ses concurrents qui montraient les plus grandes faiblesses à son égard, avant de s'attaquer au « gros morceau » : l'URSS, préférant tenter de s'assurer ainsi l'hégémonie mondiale à lui tout seul plutôt que de tirer les marrons du feu pour le compte des franco-anglais.

Ainsi en 1939, la guerre a nettement un caractère de guerre impérialiste. L'impérialisme allemand cherche à reconquérir les débouchés coloniaux perdus en 1918 et à les élargir en s'assurant l'hégémonie en Europe. C'est là son caractère essentiel, souligné par la III^{ème} Internationale⁶. Et ceci contrairement aux allégations actuelles des révisionnistes qui essaient de faire croire qu'il s'agissait dès le début d'une guerre antifasciste : nous verrons que le comportement concret de la bourgeoisie française montre qu'il n'en est rien, de même que le comportement politique ci-dessus rappelé. La thèse d'une « juste défense » contre l'agression n'est pas plus valable, puisque ce seront les franco-anglais qui déclareront

⁶ Cf. aussi pour mieux comprendre ce sujet l'excellente analyse produite par G. Guingouin et citée en annexe I de son livre « Quatre ans de lutte sur le sol limousin » (Hachette 1974)

la guerre (et de toute façon qui est l'agresseur ou l'agressé n'a que peu d'importance pour le prolétariat quand il s'agit de deux requins qui s'affrontent).

Dans une telle guerre, injuste et anti populaire, quel était la politique à à suivre dans l'intérêt du prolétariat ?

Il doit certes se soucier des tâches de Défense Nationale, comme de toutes les tâches politiques. Et ce particulièrement depuis 1934, alors que se précisait clairement le danger fasciste que pourrait instaurer une agression allemande, et alors que la bourgeoisie française n'avait pas encore opté définitivement, comme elle le fit après 1936, pour le fascisme.

Mais s'emparer de ces tâches ne signifiait pas, comme les révisionnistes essaient encore de nous le faire croire aujourd'hui, développer une politique de soutien à la politique de Défense Nationale de la bourgeoisie française. Cette politique ne pouvait être conséquente et ne pouvait qu'avoir un caractère impérialiste, ne pouvait que viser à permettre à la bourgeoisie de perpétuer l'exploitation du prolétariat et des peuples colonisés. L'exemple, entre des dizaines d'autres, de la collaboration avec les prussiens et de la trahison de l'intérêt national lors de la Commune de 1870, avait déjà amplement prouvé la justesse de la théorie marxiste sur ce point.

Le prolétariat devait donc avoir une politique rigoureusement indépendante en cette matière, exiger l'armement du peuple et un véritable gouvernement antifasciste. Exiger que le peuple français ne participe nullement à la guerre contre l'URSS, mais au contraire s'appuie sur une alliance avec ce pays et toutes les forces éprises de paix.

Il est très clair que le PCF devait respecter le principe de ne soutenir aucune des coalitions impérialistes dans une telle guerre. Le prétexte de soutenir sa propre bourgeoisie pour lutter contre le fascisme ne tient pas. Car il est impossible de prétendre que les Chamberlain, Reynaud etc. menaient en 1939 une guerre antifasciste. Pour eux ce n'était que la suite de Munich : il s'agissait de signifier aux allemands : Halte là ! on vous assez laissé vous aggrandir à Munich et même en n'intervenant pas pour la Tchécoslovaquie (qui était pourtant un allié plus important, plus « démocratique » aussi, que la Pologne fasciste de 1939).

Ne continuez pas à vous étendre à nos dépends, car alors vous devenez trop menaçant pour nous. Il n'y a qu'une chose qu'on vous autorise à faire : attaquer l'URSS.

C'est évidemment tout le sens de la « drôle de guerre », pendant laquelle la puissante armée française fit tout juste mine d'attaquer l'Allemagne pour bien lui faire comprendre que ce n'était pas à elle qu'on en voulait, mais qu'il ne s'agissait que d'une mise en garde.

Le caractère politique de la guerre en 1939, telle que la menait y compris les bourgeoisies soit disant démocratiques, n'était donc nullement antifasciste, mais impérialiste, anti populaire et anti communiste. L'histoire le montrera bien comme nous le rappellerons ci-après en étudiant l'attitude concrète de ces bourgeoisies.

Face à cette situation le PCF a tout d'abord défendu correctement l'attitude de l'URSS lors du pacte Germano-soviétique, en expliquant la portée de ce geste en faveur de la paix (même si par ailleurs il comprit mal la portée limitée de cet accord comme nous le verrons). Mais par ailleurs il développe de graves erreurs de droite dans son attitude propre.

Depuis 1934 la montée du fascisme en France et en Europe avait obligé le PCF à abandonner la tactique classe contre classe et à s'engager sur la voie du Front Uni antifasciste qui mènera au Front Populaire. Mais dans cette politique nouvelle il commet certaines erreurs opportunistes après 1936, sous-estimant la nécessité de continuer la lutte contre la bourgeoisie, et cherchant à la regrouper dans un Front des Français nationaliste et patriotard, sous l'emblème du drapeau tricolore et de la Marseillaise exaltés par Thorez qui confond 1789 et 1939.

Dans cette voie de plus en plus chauvine au fur et à mesure que la bourgeoisie accentue sa contraction contre les « moscoutaires » après 1936, le PCF en arrive à soutenir sa propre bourgeoisie et sa politique de soi-disant « défense nationale ».

C'est ainsi que dès le 25 Août 1939 un communiqué de presse du groupe parlementaire PCF indique : « Si Hitler malgré tout déclenche la guerre, alors qu'il sache bien qu'il trouvera devant lui le peuple de France uni, les communistes au premier rang pour défendre la sécurité du pays, la liberté et l'indépendance des peuples », et approuve : « les mesures prises par le gouvernement pour garantir nos frontières ».

Dans le même sens Gabriel Péri assure la commission des Affaires Etrangères de la Chambre que « les communistes français collaboreront sans aucune réticence à la Défense Nationale »⁷.

A ces appels à l'Union Sacrée, le gouvernement comprend que le PCF cesse d'attaquer la bourgeoisie. Il en profite, en guise de réponse, pour saisir, le 25 Août, les journaux communistes l'Humanité et Ce Soir (le 26 l'Humanité continuait à titrer : « Union de la nation française contre l'agresseur hitlérien »⁸).

Le décret publié le 26 autorise la suspension « de tout journal ... dont la publication est de nature à nuire à la défense nationale » et aboutira à l'interdiction de tous les journaux communistes par le gouvernement du radical Daladier élu par la Chambre du Front Populaire !).

La répression contre les communistes ira en s'amplifiant jusqu'à la dissolution du Parti le 26 Septembre, puis jusqu'aux arrestations et assassinats par centaines et par milliers par la police bourgeoise jusqu'à la libération. Voilà ce que réserve la bourgeoisie, avec des gouvernements dits « de gauche », à ceux qui prétendent lui demander de lutter contre le fascisme. Blum poussera la haine du communisme jusqu'à écrire dans Le Populaire :

« J'ai le sentiment que la majorité de notre parti trouvera la dissolution du PCF naturelle et légitime »⁹. Voilà pour les soi-disant socialistes ! Il ira jusqu'au bout de sa logique de serviteur de la bourgeoisie en écrivant ensuite : « si les communistes sont personnellement convaincus de trahison, qu'on les poursuive et qu'on les exécute comme les autres ». L'appel au meurtre sera suivi de l'effet que l'on sait. Il est vrai que Blum avait déjà le sang des antifascistes espagnols sur la conscience !

Pourtant bien que la bourgeoisie montre clairement ses sympathies fascistes, le PCF va poursuivre sa politique d'union et de soutien à son égard.

Et le 2 Septembre, contrairement aux enseignements de Lénine et de tout le mouvement communiste, les députés communistes votent les crédits de guerre de la bourgeoisie, donnant ainsi leur accord à la boucherie impérialiste, et poussant la bourgeoisie réactionnaire française dans sa politique agressive.

Aujourd'hui, escamotant l'autocritique que nous verrons ci-après, les révisionnistes et autres chauvins continuent à soutenir ce vote en prenant prétexte de ce que la guerre, outre son caractère impérialiste, aurait eu aussi, à la différence de celle de 14-18, un caractère de défense antifasciste.

Qu'il fallait lutter contre le fascisme, et dans ce cadre chercher à unir tous les antifascistes sincères, certes ! Mais nous avons vu justement qu'à cette époque la bourgeoisie française au pouvoir n'était pas de cette catégorie, puisqu'elle même développait et soutenait le fascisme à l'intérieur tout en opprimant de nombreux peuples colonies pour lesquels elle montrait bien ce que valait son soi-disant attachement à la démocratie (et il est rigoureusement impossible de lutter pour la démocratie d'un côté tout en luttant contre de l'autre). Qui plus est, c'est elle même qui déclencha l'agression.

Préparer et soutenir une guerre réellement antifasciste aurait été parfaitement juste, mais tel n'était pas le caractère de la guerre en 1939. Voilà ce qu'escamotent aujourd'hui les révisionnistes (cf. par

⁷ Textes cités dans « La drôle de guerre » de Guy Rossi-Landi, (Armand Colin 1971, Fondation Nationale des Sciences Politiques)

⁸ idem

⁹ idem

exemple Willard, « De la guerre à la libération » Ed. Sociales 1972, p18 et suivantes), en essayant de prétendre que la bourgeoisie française menait une guerre juste de défense de la démocratie contre la bourgeoisie fasciste allemande¹⁰.

Mais la réalité des faits devait s'imposer : la « drôle de guerre » confirme que la bourgeoisie française ne voulait pas du tout faire la guerre à l'Allemagne nazie, tandis que parallèlement s'accroissait la répression anti communiste à l'intérieur - et que se poursuivaient les préparatifs de guerre contre l'URSS.

Mais ces faits ne s'imposèrent au PCF que grâce à l'intervention de l'IC.

Le 19 Septembre la direction du parti déclarait encore :

« Les communistes français ont manifesté leur volonté de défendre le pays en votant les crédits de défense nationale. Vingt-deux de leurs députés ont rejoint leur poste aux armées, et sur les champs de bataille les communistes soldats ont déjà versé leur sang ».

Elle continuait donc à soutenir activement la guerre impérialiste antipopulaire.

Parallèlement le parti tentait de profiter des derniers restes de la légalité bourgeoise en formant à la Chambre, le 29 Septembre, un nouveau « Groupe Ouvrier et Paysan » avec les 51 députés qui étaient restés au parti (21 avaient démissionné après le pacte germano-soviétique).

C'est vers cette époque que l'Internationale Communiste dut intervenir vigoureusement pour redresser le parti. Dès Octobre 1939 un appel du Comité Exécutif analysait la situation politique. On pouvait y lire notamment¹¹ :

« Cette guerre est le prolongement des longues années de rivalité impérialiste dans le camp du capitalisme. Les trois plus riches états – l'Angleterre, la France, les Etats-Unis – exercent leur domination sur les plus grandes voies et les plus grands marchés du monde. Ils se sont emparés des principales sources de matières premières. Entre leurs mains se trouvent de formidables ressources économiques. Ils maintiennent dans la soumission plus de la moitié de l'espèce humaine. Ils dissimulent l'exploitation des travailleurs, l'exploitation des peuples opprimés sous le faux masque de la démocratie pour pouvoir tromper d'autant plus facilement les masses.

C'est contre leur hégémonie mondiale et pour leur propre suprématie que luttent les autres états capitalistes... Ils entendent repartager à leur profit... Tel est le sens véritable de cette guerre injuste, réactionnaire, impérialiste. Les responsables de cette guerre sont... en premier lieu les classes gouvernantes des Etats belligérants.

La classe ouvrière ne saurait soutenir une telle guerre... La bourgeoisie a préparé cette guerre pendant des années. Elle l'a préparé par ses collusions, ses conférences ses blocs, en dissimulant sous des phrases prétendument pacifiques sa féroce nature impérialiste. Préparée par son agression contre l'Ethiopie, par son intervention en Espagne, par son invasion en Chine. Elle l'a préparé directement par l'accord de Munich. La bourgeoisie a déclenché cette guerre parce qu'elle est empêtrée dans des contradictions insolubles du système capitaliste...

Mais que gagnerez-vous à cette guerre, vous, prolétaires et travailleurs ?

Dès à présent la réaction passe à une furieuse offensive. Dès à présent la dictature bourgeoise jette cyniquement le masque « démocratique », établit un régime de terreur militaire. Dès à présent, la bourgeoisie aggrave votre situation... elle vous retire ce qui reste de vos droits et de vos conquêtes... elle vous dépouille cyniquement en allongeant la journée de travail, en diminuant les salaires, en haussant les prix... elle dévaste les campagnes... C'est avec votre sang et vos souffrances que s'enrichit la bande de parasites, de spéculateurs et de profiteurs de guerre. Sans pudeur elle festoie à l'arrière, vous faisant pourrir et mourir dans les tranchées sur le front.

¹⁰ Ainsi, G. Monmousseau écrit alors dans la Vie Ouvrière de Septembre 1939 qu'il s'agit de : « la lutte de la liberté contre la barbarie hitlérienne ». Quelle liberté représente le gouvernement Daladier des décrets anticommunistes ?

¹¹ Cf. la brochure « Le PCF et l'IC face au pacte germano-soviétique » de « L'Employé en lutte – le Travailleur ».

OUVRIERS !

Ne croyez pas ceux qui vous appellent à la guerre sous le drapeau de l'Union nationale. Que peut-il y avoir de commun entre vous et les marchands de canons et de sang humain ? Il ne saurait y avoir d'union entre exploités et exploités. Ne croyez pas ceux qui vous entraînent à la guerre sous le prétexte fallacieux de défense de la démocratie. Quel droit ont-ils de parler de démocratie, ceux qui oppriment les Indes, l'Indochine, les pays arabes, ceux qui maintiennent dans les chaînes de l'esclavage colonial la moitié de l'univers ? Les banquiers de Londres de Paris ont sauvé et continuent de sauver avec leurs emprunts les pires réactionnaires d'Europe. Les Lords anglais soutiennent la réaction sur les cinq continents du globe. Les démocrates tant vantés de la France jettent en prison les députés communistes, anéantissent les libertés politiques. Ce n'est pas pour liberté des peuples qu'ils font la guerre, mais pour leur asservissement. Ce n'est pas pour sauver la démocratie du fascisme, mais pour le triomphe de la réaction. Ce n'est pas pour la paix sociale, mais pour de nouvelles conquêtes impérialistes génératrices de nouvelles guerres ».

Suite à cette intervention, et bien obligé de reconnaître que la bourgeoisie française ne mène nullement la politique anti fasciste « souhaitée » par le parti, le PCF publie dans les Cahiers du Bolchévisme de Janvier 1940 une autocritique. On peut y relever par exemple le passage suivant :

« Par la suite de lourdes erreurs furent commises. Les travailleurs ne furent pas appelés à une action vigoureuse pour la défense du Parti et de la presse. Le groupe parlementaire n'utilisa pas l'unique séance de la Chambre pour protester contre la politique de réaction et de guerre de Daladier et des chefs socialistes. Il vota les crédits de guerre. L'orientation erronée persista durant le mois de Septembre. Les municipalités communistes dissoutes furent dépossédées de leurs pouvoirs sans qu'on eût tenté d'organiser la résistance des masses populaires. Tout cela ne pouvait que semer la confusion et le trouble ; ne pouvait qu'affaiblir la lutte du Parti et des travailleurs révolutionnaires contre la guerre impérialiste contre la besogne de trahison et de provocation des chefs socialistes et des quelques renégats passés à l'ennemi.

Au surplus à l'intérieur tous les partis et groupement de la bourgeoisie, y compris la social-démocratie, réalisaient l'union sacrée. Ils se lançaient à fond dans une politique commune de réaction et de guerre. La répression appelée et organisée par les chefs socialistes s'abattait sur la classe ouvrière et sur le Parti Communiste. A partir de ce moment, il ne pouvait plus être question de défense de la démocratie contre le fascisme, ni de Front Populaire avec les chefs radicaux, ni de Front unique avec les chefs socialistes passés ouvertement sur les positions de l'impérialisme.

...

La seule politique juste pour la classe ouvrière et pour le Parti Communiste, c'est la lutte courageuse contre la guerre impérialiste, pour la paix en portant les coups contre la réaction en France, contre ses représentants au pouvoir, contre Daladier et ses complices socialistes et réformistes.

La seule tactique juste, c'est l'union de tous les exploités, des ouvriers, des paysans, des intellectuels, pour la lutte contre la réaction et la guerre en dénonçant impitoyablement les chefs traîtres du parti socialiste, de la CGT, et du Parti Radical ».

L'importance de cette autocritique ne peut échapper puisqu'elle annonce un changement radical de politique. Tant par le fait que le PCF reconnaît qu'il n'est pas question de lutte pour la défense de la démocratie bourgeoise, que la guerre ne peut pas avoir le caractère d'une guerre antifasciste suite à l'attitude de la bourgeoisie française, que par l'amorce d'une nouvelle tactique de Front Uni pour la paix, à la base, qui peut permettre de regrouper tous les antifascistes résolus contre la bourgeoisie réactionnaire et d'organiser ainsi le camp de la révolution sur une base de lutte de classe.

Mais nous verrons que l'application de cette ligne ne fut pas pleinement conséquente.

Et le PCF définit alors deux mots d'ordre :

- a) Lutte pour la paix immédiate (mais comment lutter pour la paix sans parler de transformer la guerre impérialiste en guerre civile ? de cela le PCF ne dit mot).

b) Lutte pour la défense des revendications immédiates des classes laborieuses... « les riches doivent payer »

Ainsi le mot d'ordre de « paix » remplace celui de soutien à la guerre impérialiste. Dès le 1 Octobre 39, le Groupe Ouvrier et Paysan adresse à Herriot, président de la Chambre, une lettre en ce sens. Il y est écrit :

« Chaque français veut la paix car il sent qu'une guerre de longue durée serait terrible pour notre pays et compromettrait à la fois son avenir et ses libertés démocratique ».

Mais ces libertés étaient déjà bien compromises par cette bourgeoisie même à laquelle le PCF adresse sa lettre. Ayant compris la nécessité de s'opposer à la guerre, le PCF n'évite pas de tomber dans un certain pacifisme. A ce propos Lénine avait indiqué :

« Notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme ; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles... »¹².

Et justement dans un premier temps le PCF va lutter pour la paix sans tenir compte de la lutte des classes. Ou plutôt en la limitant aux revendications immédiates, au slogan « les riches doivent payer », lutte absolument nécessaire pour les intérêts de la classe ouvrière et pour l'unir, mais insuffisante à obtenir la paix.

Certes la lutte pour la paix en 1939 prenait un caractère nouveau par rapport à la situation de 1914, en ce sens qu'elle pouvait s'appuyer sur l'existence d'un grand pays socialiste, l'URSS, et qu'il était nécessaire d'arrêter une guerre qui avait pour but profond sa destruction. Et le PCF devait naturellement tenir compte de tout effort pour arrêter une telle guerre, et lutter contre toute position nationaliste visant à pousser le peuple français contre l'Allemagne. Il était poussé dans cette direction par la juste politique de l'URSS pour la paix, qui se concrétisait alors par la signature, le 28 Septembre 1939, d'un traité entre ce pays et l'Allemagne relatif au partage de la Pologne¹³, et où les deux parties réaffirmaient souhaiter la paix avec les démocraties. Les franco-anglais s'étant saisi du prétexte de la Pologne (alors qu'ils n'avaient rien fait pour la Tchécoslovaquie) pour essayer de forcer Hitler à attaquer l'URSS, il était juste de demander l'arrêt de cette guerre, de déjouer ces manœuvres agressives.

En ce sens la recherche de la paix passait avant toute lutte immédiate pour le socialisme. Mais une telle lutte était justement une lutte contre la bourgeoisie qui voulait la guerre. Elle devait s'appuyer sur la force du peuple alors en arme, et ne pas se limiter à une lettre des députés communistes au président de la Chambre. Elle ne pouvait non plus ignorer le danger très réel d'une invasion de la France par les fascistes allemands, et en ce sens aussi elle devait organiser la lutte du peuple armé contre le fascisme et contre la bourgeoisie factionnaire fascisante en France même.

La lettre des députés communistes signale qu'on peut obtenir :

« Une paix juste et durable... car en face des auteurs de guerre impérialistes et de l'Allemagne hitlérienne en proie à des contradictions internes, il y a la puissance de l'Union Soviétique qui peut permettre la réalisation d'une politique de sécurité collective susceptible d'assurer la paix et de sauvegarder l'indépendance de la France ».

¹² Lénine – « Le socialisme et la guerre » - OC T21 p305

¹³ En ce qui concerne l'URSS rappelons qu'il ne s'agissait nullement de spoliation, mais de la juste restitution des territoires qui lui avaient été arrachés par la force par les pays capitalistes après les guerres d'agression des années 1920.

Mais cette démarche auprès de la bourgeoisie française, dont le seul but est justement la guerre contre l'URSS, ne s'appuie pas sur une mobilisation des masses et laisse croire qu'on peut obtenir de tels actes de sa part pacifiquement. Seule une profonde agitation politique dans l'armée et dans les usines aurait pu permettre de l'obtenir. Mais cela justement était rendu très difficile par les erreurs de toute la période 1936-39, où le PCF avait répandu des idées chauvines et patriotardes dans les masses tout en apportant son soutien à la politique d'agression de l'impérialisme français, de « défense nationale ». Il était difficile, après avoir exalté la France de Jeanne d'Arc et de Valmy, d'appeler purement et simplement à la paix ! Seule une autocritique largement expliquée aux masses pouvait entraîner l'adhésion claire à un tel changement. Mais l'autocritique du PCF était restée plutôt clandestine.

De toute façon on peut noter que, faute de lier la lutte pour la paix à la perspective du renversement de la bourgeoisie monopoliste, le PCF retombait pour une part dans une déviation petite bourgeoise : le légalisme et le pacifisme.

De son côté la bourgeoisie s'empara aussitôt du prétexte que les communistes refusaient sa guerre pour les taxer de trahison encore plus violemment que dans la période précédente. Ceci alors même qu'elle trahissait pour sa part allègrement le peuple et ses engagements envers ses amis polonais en laissant les nazis opérer tranquillement à l'Est.

Un décret, paru le 5 Octobre au J.O., clôt la session parlementaire, ce qui suspend l'immunité des députés et permet d'arrêter un premier groupe d'élus communistes dans la nuit du 7 au 8. Dès le 4 Thorez avait quitté son régiment pour la clandestinité. Huit autres députés non mobilisés sont en fuite. Mais 39 sont écroués à la Santé. En fait le parti n'était guère préparé à la répression et à la clandestinité, endormi quelque peu par vingt ans, presque, de vie légale. Seuls les députés mobilisés ne seront pas poursuivis immédiatement. Le 20 Janvier la Chambre prononce la déchéance de tous les députés communistes, et les députés socialistes ne sont pas les derniers à hurler avec les loups, comme Barthélémy qui déclare :

« Il faut frapper vite et fort, il faut en finir pour une fois avec le péril bolchévique »¹⁴.

Ou comme F. Chasseigne, ex communiste passé à la SFIO, et futur dignitaire de Vichy, qui réclame pour les communistes : « le coup de pistolet derrière la nuque que l'on donne dans les caves de Moscou »¹⁵.

Une commission de onze parlementaires réunie pour statuer sur l'application de la loi du 20 Janvier déclare :

« Cette déchéance ne suffit pas à mettre fin au péril bolchévique... la gangrène bolchévique est parvenue à s'infiltrer plus ou moins dans les différents rouages de la vie française... l'épuration doit être définitive »¹⁶.

Le rapporteur, socialiste, de cette commission, Barthélémy, déclarera : « Thorez/Catelas et tant d'autres devraient... non pas subir le feu d'un peloton d'exécution, ce serait leur faire trop d'honneur, mais être poussés sous le couperet de Mr. de Paris » (le guillotineur de l'époque).

Le procès des communistes eut lieu du 20 Mars au 3 Avril. Le traître munichois Daladier déclare : « Je ne saurais faire aucune différence entre le bolchevisme et le nazisme, si ce n'est la différence qu'on peut faire entre la peste et le choléra ». Toute son attitude antérieure, pro nazie et anti communiste, montrait pourtant, qu'à l'instar de tous ses collègues de la bourgeoisie, il savait parfaitement faire la différence ! Et la suite devait bien montrer que des Daladier et autres bourgeois, et des communistes luttèrent réellement contre le nazisme.

En attendant ce verdict de l'histoire, le ministre de l'intérieur A. Sarrault pouvait rendre le sien le 19 Mars en dressant le bilan de la répression :

"60 députés et sénateurs déchus, 300 conseils municipaux suspendus, 87 conseillers généraux, 70 d'arrondissements, 3500 radiations d'affectations spéciales, dont 200 fonctionnaires, 700 sanctions dans les ministères outre l'Humanité, et Ce Soir, 159 journaux ou revues communistes saisies,

¹⁴ Cité dans « La drôle de guerre » op. cité

¹⁵ idem

¹⁶ idem

11000 perquisitions,
620 syndicats « communistes » dissous, et 675 groupements politiques qui se subdivisaient en plus de 3000 sections et cellules, 3400 militants arrêtés, 1500 condamnations proclamées, plus de 3000 étrangers suspects internés dans les camps de surveillance... ».

À la libération la bourgeoisie se montrera autrement bienveillante avec ses collègues collabos ! Quant au PCF il était certes peu préparé à la répression eut égard à ce bilan qui marque un démantèlement certain du Parti qui mettra quelque temps à s'en remettre. La bourgeoisie montrait où était son véritable ennemi : il est clair qu'elle luttait avec beaucoup plus de détermination contre le parti communiste et le peuple que contre les fascistes.

Résumons en effet son attitude pendant cette période. C'est l'application nette et précise de son mot d'ordre « mieux vaut Hitler que le front populaire ». Seule une petite poignée de nationalistes sincères comme L. Marin ou de Kerillis, poussèrent à la lutte contre Hitler. Pour les autres, les faits sont connus et largement établis : alors que l'armée nazie était engagée à fond à l'Est, l'Etat-major français ne bouge pas, espérant toujours pouvoir pousser les nazis contre l'URSS. On sait que les généraux allemands ont été eux-mêmes fort surpris de cette attitude, comme par exemple le chef d'état-major particulier d'Hitler, Halder, qui dira :

« Si les Français avaient attaqué au début Septembre, ils auraient aisément atteint le Rhin, qu'ils pouvaient franchir sans rencontrer de résistance sérieuse ». Ce qui sera confirmé par Keitel et d'autres. Par contre l'état-major français s'intéresse vivement à l'Union Soviétique, et s'empresse d'envoyer des troupes en Finlande pour y aider les fascistes contre l'URSS. De même que Weygand est envoyé, loin du champ de bataille présumé, en Syrie pour y préparer l'attaque des régions pétrolifères de Bakou. Le journal « le Temps » écrit le 10/12/39 :

« L'extension de la guerre en Russie créerait pour l'armée française de nouvelles possibilités de manœuvre ».

Pour pousser les derniers hésitants, comme Reynaud, à pactiser avec les nazis, Weygand ira jusqu'à essayer de faire croire à un Conseil des Ministres qu'il vient de recevoir un télégramme lui annonçant la prise de Paris par les communistes. Puis, ce haut responsable de la soit, disant « Défense Nationale », exige du Gouvernement l'armistice Immédiate, car il est nécessaire que l'armée française reste intacte :

« Il faut en effet conserver le moyen de tenir le pays en ordre. Quels troubles ne se produiraient pas si les dernières forces organisées, c'est à dire l'armée, venaient à être détruites »¹⁷.

Voilà l'usage que la bourgeoisie française fait des crédits de guerre que les communistes ont votés : la lutte contre le peuple.

Dans le même temps nous avons vu que la répression s'intensifiait contre les vraies forces antifascistes, essentiellement les communistes. La bourgeoisie profite également des soi-disant nécessités de la « Défense Nationale » pour accentuer l'exploitation de la classe ouvrière. Approuvée en cela par les dirigeants syndicaux traîtres du style Jouhaux, lequel signe un accord avec le patronat et le gouvernement, le 7 Octobre 1939, dans lequel on peut lire : « la tâche de fournir aux armées de la République les moyens matériels d'une victoire acquise aux moindres souffrances pour tous ne peut être accomplie que dans l'accord unanime, profond et durable des cœurs et des efforts. Rien ne s'oppose plus aujourd'hui à un tel accord et les formules qui y contredisent sont périmées ». Ces accords d'Union Sacrée ne nécessitent évidemment « d'efforts » que de la classe ouvrière qui voit la durée hebdomadaire du travail portée à 60 heures par le décret du 1.9.1939, un autre décret du 27.10.39 instituant un prélèvement fiscal de 40 % au-delà de la 40^{ème} heure ! Les congés payés sont remis en question et un décret du 10.11.39 met fin au mandat des délégués du personnel.

Dans la chasse aux communistes les bonzes sociaux-démocrates de la CGT de Léon Jouhaux emboîtent le pas à ceux de la SFIO. Ces apôtres de « l'indépendance politique des syndicats » font exclure de la CGT tous ceux « qui ne condamnent pas le pacte germano-soviétique » au nom de « l'indépendance

¹⁷ Cité par Emmanuel d'Astier de la Vigerie, procès-verbal du Conseil des Ministres, dans « De la Chute à la libération » (Gallimard 1965).

syndicale » (résolution du Comité Confédéral National¹⁸). Emboitant à fond les pas de la bourgeoisie dans sa tentative de se soumettre le mouvement syndical sous le prétexte habituel d'apolitisme, la SFIO écrit dans Le Populaire :

« Tous voulaient restituer au mouvement syndical sa véritable figure, l'éloigner à tout jamais des influences politiciennes... ».

Le 15/09/39, le chef syndicaliste, futur collaborateur, Belin, écrit : « il n'y a qu'une façon de sauver ce qui reste du syndicalisme, c'est de marquer avec force que la CGT n'a rien de commun avec le communisme, c'est d'informer l'opinion que le mouvement syndical s'est radicalement débarrassé de l'emprise moscoutaire ».

Progressivement les social-traitres de la CGT de Jouhaux vont, avec l'aide du gouvernement, dissoudre toutes les unions départementales et fédérations à direction communiste et exclure les militants communistes connus.

Ainsi, comme à chaque moment de l'histoire où la lutte de classe s'accroît, on voit les sociaux-démocrates être parmi les plus fervents défenseurs de la bourgeoisie, prôner l'Union Sacrée, réprimer les communistes et la classe ouvrière, profitant de la confiance qu'ils ont pu accumuler par leur duperie en période calme pour mieux trahir ensuite. Ce sont toujours les Noske et Scheidemann qui assassinent les Rosa Luxembourg et les Karl Liebknecht. A l'heure où en 1975 « l'union de la gauche » se pare des mêmes masques, il y a là matière à réflexion.

La situation politique, à la fin 39, apparaît donc assez clairement. La bourgeoisie française (et anglaise) ont déclenché une guerre impérialiste contre les prétentions de l'impérialisme allemand à l'hégémonisme et pour le pousser à la guerre contre l'URSS. Dans le même temps le danger d'agression fasciste contre la France est plus fort que jamais, et le fascisme est déjà quasiment instauré à l'intérieur même du pays.

Avec des erreurs chauvines graves de soutien à sa bourgeoisie, le PCF, grâce à l'intervention de l'IC, a su rétablir une ligne politique juste de lutte contre la guerre impérialiste. Mais il s'appuiera insuffisamment sur les masses dans cette lutte, et manifestera des tendances au pacifisme et au légalisme, à ne pas assez mesurer que la bourgeoisie, comme à l'époque de la Commune, est passée du côté de la trahison dans sa haine du peuple.

II. OCTOBRE 39 – JUIN 40 : LA LUTTE ANTICAPITALISTE ET LA LUTTE CONTRE LA GUERRE

Nous avons noté que les Cahiers du Bolchévisme de Janvier 40 fixaient deux grandes tâches aux communistes et à la classe ouvrière :

- la lutte contre la guerre impérialiste, pour la paix,
- la défense des revendications immédiates des classes laborieuses... « les riches doivent payer ».

Le PCF avance des mots d'ordre de lutte antifasciste, démocratique et économique, et pour « un gouvernement qui assurera la paix, le pain, la liberté », formule de Front Populaire.

Il évoque également que « le parti communiste combat l'impérialisme français en aidant dans leur lutte libératrice les esclaves des colonies, les alliés naturels de la classe ouvrière contre l'ennemi commun ».

¹⁸ « Drôle de guerre », op. cité

Cette formule est relativement correcte, et mérite d'être notée alors que plus tard le PCF défendra ouvertement le colonialisme français. Toutefois elle n'évoque pas ouvertement le droit à l'indépendance. Il est vrai que dès 1937, au 9^{ème} Congrès du PCF, Thorez déclarait que « créer les conditions d'une union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas là encore travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ? ».

Plus tard Thorez ira jusqu'au bout de ses positions chauvines en se montrant chaud partisan de l'Union Française.

En fait, nous le verrons, le PCF ne sut jamais s'appuyer sur ces « alliés naturels » car ne leur reconnu jamais le droit à l'indépendance, et c'est les nazis qui en profitèrent pour détourner en partie le mouvement nationaliste arabe à leur profit.

Pour en revenir au programme alors fixé par le PCF, il constitue une application correcte des principes du Front Uni anti fasciste tels que l'IC les avait définis, mais il laisse aussi assez vague les perspectives stratégiques d'un tel Front, à savoir ses liens avec la révolution socialiste. Par ailleurs le type de travail à effectuer dans l'armée n'y est analysé nulle part (voire même mentionné, pour des raisons de sécurité) alors que des centaines de milliers de travailleurs sont sous les drapeaux.

En fait la débâcle de Mai 1940 laisse le PCF toujours tiraillé entre certaines positions contraires dans l'application tactique de son programme.

Ainsi le 26 Mai, l'Humanité (clandestine) appelle à la constitution d'un gouvernement de paix. Mais le 5 Juin, quand les Allemands passent la Somme, le Bureau Politique propose d'armer le peuple et de faire de Paris une citadelle imprenable »¹⁹. Quel lien avec la proposition précédente ? S'agit-il de faire de Paris une nouvelle Commune, de fonder la défense nationale sur l'insurrection du peuple ? Ou de participer à la guerre impérialiste comme aux jours de 39 ?

Ce n'est pas clair si on se réfère à la démarche du 3 Juin de Georges Politzer qui, au nom du PCF, fait transmettre au gouvernement Reynaud les propositions suivantes (suite à une demande du gouvernement pour savoir quelle serait l'attitude du PCF en cas de poursuite de la guerre) :
« Le parti communiste considérerait comme une trahison d'abandonner Paris aux envahisseurs fascistes. Il considère comme le premier devoir national d'organiser la défense. Pour cela il faut :

- 1) transformer le caractère de la guerre, en faire une guerre nationale pour l'indépendance et la liberté ;
- 2) libérer les députés et les militants communistes ainsi que les dizaines de milliers d'ouvriers emprisonnés et internés ;
- 3) arrêter immédiatement les agents de l'ennemi qui grouillent dans les Chambres, dans les ministères et jusque dans l'Etat-major, et leur appliquer un châtiment exemplaire ;
- 4) ces premières mesures créeraient l'enthousiasme populaire et permettraient la levée en masse qu'il faut décréter sans délai ;
- 5) il faut armer le peuple de Paris et en faire une citadelle inexpugnable ».

Objectifs très corrects, et qui dépassent justement la simple revendication de la paix, mais dont on se demande ce qu'ils signifient alors qu'ils ne sont qu'une simple « demande » à un gouvernement profondément réactionnaire et défaitiste, et qu'ils ne sont pas popularisés dans les masses ni même dans l'armée et aucunement fixés comme objectifs pratiques immédiats au peuple lui-même. On comprend que le PCF lutte pour la paix tout en devant assurer la défense contre le fascisme hitlérien. Mais justement il ne voit pas clairement le lien entre ces deux objectifs, tel que l'avait analysé l'IC, à savoir que la lutte contre la guerre impérialiste ne peut être purement pacifique. La revendication de la paix doit s'accompagner de la lutte contre le fascisme, et non seulement contre les envahisseurs nazis, mais aussi contre les bourgeoisies réactionnaires fauteuses de guerre.

Le PCF a écrit dans les Cahiers du Bolchevisme que le mot d'ordre n'était pas : « transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire » comme en 14-18. Au sens strict cela est vrai si on entend

¹⁹ D'Astier de la Vigerie, op. cité p49

par là que l'objectif de la révolution socialiste passait par une phase préparatoire de lutte antifasciste, dont le nazisme était l'élément de pointe. Mais mener cette lutte antifasciste ne signifiait pas alors se ranger de côté de sa bourgeoisie impérialiste, de prendre partie pour une des coalitions en présence. La guerre, du fait de l'attitude politique pro-fasciste de la bourgeoisie française gardait toujours, comme nous l'avons vu, un caractère de guerre impérialiste. Adapter le mot l'ordre léniniste de 1914 signifiait donc alors de transformer la guerre impérialiste en guerre civile antifasciste (même si la victoire pouvait alors apparaître lointaine compte tenu des forces en présence et même s'il n'apparaissait pas encore clairement que l'URSS entrerait rapidement dans la guerre).

Ainsi, même si le PCF a alors développé une ligne correcte de lutte contre la guerre et de lutte anti capitaliste, il reste sujet à des hésitations chauvines par rapport à sa propre bourgeoisie. Les objectifs de lutte pour la paix ne sont pas clairement reliés à ceux de la lutte antifasciste. Ainsi de nombreux cadres du parti ont des attitudes divergentes.

Tillon envoie une délégation, le 15 Juin 1940, porter une lettre à Edouard Herriot, politicien réactionnaire et président de la Chambre, où il lui est demandé de s'opposer à la capitulation, de former un gouvernement, et de lancer un appel à la nation²⁰. Ce qui est parfaitement contraire la ligne du parti exprimée dans son document autocritique de Janvier, et que l'invasion de la France ne modifiait pas, sauf à se placer du point de vue chauvin de soutien à sa propre bourgeoisie.

Au même moment Maurice Tréaud et Jean Catelas, membres du Comité Central, vont demander aux nazis l'autorisation de faire reparaitre l'Humanité. Arrêtés par la police française, ils seront remis en liberté par les Allemands le 25 Juin, le jour de l'armistice. D'ailleurs en Septembre 1940 le Comité Central pense encore que : « nous avons des possibilités d'action vu le transigement des occupants ».

Il peut être juste d'en appeler « même au diable » (Lénine), mais erreur de s'y fier. Là c'est chercher le soutien d'une autre partie des fauteurs de guerre et cela provenait d'une incompréhension du pacte germano-soviétique, qui n'a jamais été de promouvoir une alliance entre les nazis et les communistes, de quelque pays qu'ils soient, et qui n'a jamais impliqué que la non belligérance entre la Russie et l'Allemagne impliquait la même attitude en France, dans une situation concrète tout différente.

Le 17 Juin, Pétain lance son appel à cesser le combat. Sept jours plus tard l'armistice est signé. L'Humanité du 17 Juin écrivait :

« Est-ce que la Cité de Londres obtiendra la continuation du massacre de nos frères et de nos fils... ou la volonté du peuple français obtiendra-t-elle gain de cause ? C'est du peuple lui-même que dépend la réponse. Par notre action nous devons assurer une paix dans la sécurité, en exigeant par tous les moyens un gouvernement s'appuyant sur les masses populaires, s'entendant avec l'URSS pour le rétablissement de la paix dans le monde ».

Ce n'est certes pas là un soutien à la guerre impérialiste, comme le prétendent aujourd'hui les révisionnistes, qui masquent cette période de l'histoire du PCF. Quelles que soient les erreurs commises, et qui seront lourdes de conséquences, c'est pourtant une période glorieuse de l'histoire du parti, où il sut reprendre résolument la tête de la classe ouvrière et réparer les échecs précédents.

III. JUIN 1940 – JUIN 1941 : UNE PERIODE DE TRANSITION DANS LA LUTTE ANTIFASCISTE

²⁰ Cité dans « Debout Partisans », Claude Angeli (Fayard 1970), p69

Il faut bien voir que l'armistice de 1940 ne modifie pas fondamentalement le caractère politique de la guerre qui continue entre l'Angleterre et l'Allemagne : la bourgeoisie française change de camp en bloc, même si elle ne le déclare pas ouvertement.

Mais l'armistice marque néanmoins un certain nombre de changements politiques en France même qui vont se traduire par une clarification et une accentuation de la lutte de classes.

Il s'agit tout d'abord : de l'instauration d'un régime cette fois-ci ouvertement fasciste, celui du maréchal Pétain. Il fera disparaître les quelques derniers lambeaux de démocratie (purement formelle) qui pouvaient subsister. Ce régime essaiera au début de se donner l'apparence d'une certaine autonomie par rapport aux allemands. En fait mis au pouvoir par la conséquence de la victoire nazie, il apparaîtra vite pour ce qu'il est réellement : un régime de larbins subordonnés entièrement aux nazis. Ce qui fait que les coups des résistants, d'abord essentiellement tournés contre Vichy en ce qui concerne les communistes, se tourneront de plus en plus contre les nazis (alors qu'en zone Sud des mouvements comme Combat, nationalistes bourgeois, chercheront un moment les compromis avec Vichy supposé avoir encore quelque volonté de lutte).

L'armistice voit d'ailleurs se confirmer l'occupation de la zone Nord, et là les Allemands seront donc immédiatement l'ennemi principal pour les communistes, ainsi que l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

C'est là le schéma général de la situation politique en France, dont il faut détailler quelques points pour mieux comprendre la politique suivie par le PCF.

D'un côté donc la guerre impérialiste continue. Une fraction de la bourgeoisie Française (de Kerillis, de Gaulle, Reynaud etc.) souhaite s'appuyer sur l'impérialisme anglais et sur ce qui reste de l'Empire colonial français, pour lutter contre l'hégémonie allemande, dont ils voient bien qu'il représente l'ennemi en fait le plus redoutable pour la bourgeoisie française. Mais cette fraction représente alors extrêmement peu de chose. La grande majorité de la bourgeoisie, entraînant avec elle les couches intermédiaires, craint qu'une prolongation de la guerre, ne favorise l'essor du mouvement populaire (peur du Front Populaire) et croit que Hitler est tout puissant et que donc elle sauvera mieux quelques-uns de ses meubles en ralliant son camp en échange de quelques miettes comme la possibilité de continuer à participer, avec la bourgeoisie allemande, à l'exploitation de la classe ouvrière.

Face à cette situation, le PCF a maintenu une politique très juste d'opposition à la guerre et le refus d'intégrer la lutte du peuple français contre le fascisme à l'une ou l'autre des coalitions impérialistes. Il maintient que les coups doivent être portés contre le régime de Vichy. « Ni l'Angleterre, ni l'Allemagne, ni de Gaulle, ni Pétain » tel est le mot d'ordre qui traduit cette appréciation.

Une telle position a été largement critiquée par la bourgeoisie qui cherche à établir que le Parti n'a pas lutté contre les Allemands. Elle s'appuie sur cela sur les erreurs qui ont alors été commises concernant l'attitude vis-à-vis des nazis (cf. ci-dessus p 16). Cette critique est celle de ceux qui se placent sur la position des intérêts de la bourgeoisie impérialiste, qui exige de défendre ses propres intérêts avant ceux des peuples (comme de Gaulle par exemple qui envisageait d'utiliser les peuples des colonies comme chair à canon, ou comme Pétain qui voulait en faire autant avec les Français pour le compte des allemands et des monopoles). Ces gens ne font que reprocher au PCF de ne pas alors avoir soutenu les intérêts de la bourgeoisie française, comme ils lui reprochent d'avoir lutté pour la paix et l'approuvent d'avoir voté les crédits de guerre.

La trahison et la défaite de la bourgeoisie française montre clairement qu'elle a fait le lit du fascisme par sa politique anti populaire et munichoise. Elle renforce en un sens le camp de la révolution en ouvrant les yeux à beaucoup et en affaiblissant considérablement son emprise sur les peuples (cf. le Viet Nam par exemple). Les politiciens bourgeois, jusqu'à la SFIO, sont démasqués et le PCF apparaît comme ayant, seul, lutté contre le fascisme et pour la paix.

L'objectif des communistes reste donc de lutter contre la participation à la guerre et contre le régime capitaliste, sous sa forme fasciste, fauteur de guerre et de misère. L'objectif reste le renversement du

régime de Vichy et son remplacement par un pouvoir populaire qui exerce réellement la lutte contre la bourgeoisie fasciste.

Cet objectif est parfaitement juste. Néanmoins, et sans doute parce qu'aucune modification dans les organes dirigeants n'avait eu lieu contrairement à ce que prévoyait l'autocritique de 1939, l'application donna cours à certaines erreurs. Nous avons vu quant à l'attitude par rapport aux Allemands. D'une façon générale le PCF sous-estime alors la nécessité de cette lutte.

Or d'une part elle était parfaitement nécessaire en zone Nord. Surtout le PCF n'a pas vu assez rapidement que Vichy, sous l'apparence de représenter la continuité de la III^{ème} République, est complètement subordonné aux nazis du point de vue politique et militaire (même si la flotte finit par se saborder). De ce point de vue la lutte contre Vichy exigeait aussi de ne laisser place à aucune illusion sur le fait qu'elle entraînerait un affrontement avec les nazis eux-mêmes. Ainsi en zone Sud les communistes en ne développant pas ces explications permirent à certains mouvements de résistance bourgeois, comme Combat ou Libération, de se développer à leur détriment.

En fait il fallut attendre Octobre 40 (et non pas Juin 41 comme on veut le faire croire) pour que le PCF appelle à la lutte contre les Allemands²¹.

La bourgeoisie en tire argument pour dire qu'il n'aurait résisté que pour défendre l'URSS après 41. Nous avons que cela ne peut pas être le point de vue du prolétariat (et de plus c'est faux). Et cette attitude du PCF devait mener à de grandes luttes autonomes du prolétariat, comme la grande grève des mineurs du Nord au printemps 41.

On peut même dire effectivement que dès le 10 Juillet l'Appel de Thorez-Duclos annonce la lutte pour l'Indépendance. Mais là nous devons nous arrêter un instant pour approcher de plus près la ligne politique que va alors définir le PCF au moment où, l'oppression nazie se faisant sentir de plus en plus directement, il fut amené à préciser les liens entre lutte pour la révolution antifasciste et lutte pour la libération nationale.

Cette ligne, qui fut l'enjeu d'une lutte au sein du parti, apparait à travers deux textes. Tous deux passent sous silence l'autocritique de 1939, qui n'est pas approfondie, et affirment que le PCF a toujours eu une politique juste. Notons dès à présent que la ligne du parti sera approfondie dans un texte-programme qui paraîtra en Janvier 1941 : « Pour le Salut du Peuple de France » que nous verrons après.

Le premier de ces deux textes est rédigé fin Juillet. Il sera antidaté au 10 pour le faire coïncider avec le vote des pleins pouvoirs à Pétain par la Chambre (ce qui donnera lieu à une polémique sans importance de la part des historiens bourgeois). Il est signé « au nom du Comité Central » par Thorez et Duclos.

Le deuxième est intitulé « Vive l'Union de la Nation Française » et est signé, lui, « Le parti communiste français (SFIC) », ce qui lui donne une portée plus générale d'autant qu'il est publié dans les Cahiers du Bolchevisme du 2^{ème} trimestre 1940. Cela peut-il expliquer les divergences qu'il présente avec le premier ? (auxquelles à l'époque il n'est fait aucune référence explicite dans l'Humanité clandestine).

Ces deux textes ont bien sûr des points communs :

- 1) « ce sont les hommes et les partis de ce régime, tous, y compris le parti Socialiste qui nous ont conduit à la guerre... (texte SFIC). Sur ce point le texte SFIC est plus correct dans son analyse des causes profondes de la guerre, dont il précise :

« La guerre a ouvert le procès du régime capitaliste qui, selon la noble expression de Jaurès » porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » alors que Thorez ne s'en prend qu'à la clique des dirigeants

²¹ Il y eut certes des exceptions sur le terrain, comme Guingouin qui précise dans son appel d'Août 40 que « derrière Pétain... c'est le sinistre aventurier Laval. C'est la clique des assassins fascistes s'appropriant avec l'aide d'Hitler à exploiter honteusement le peuple de France... Le premier but du fascisme mondial, asservir les peuples est atteint. Il ne lui reste plus qu'à les amener à la lutte contre l'URSS afin d'être maîtres du monde » (op. cité). Analyse parfaitement clairvoyante, qu'on ne retrouve pas dans les textes centraux du Parti, tant par la définition du rôle de Pétain que par le rappel de l'objectif fondamental de la guerre : l'URSS, dont le conflit impérialiste du moment n'est qu'un prélude.

banqueroutiers... » en citant la longue liste des individus et partis responsables de la guerre, mais non pas des classes ou un régime social particulier.

Ce n'est pas là que des nuances puisqu'on en verra les conséquences à la Libération.

- 2) « Seul le parti communiste a eu raison, a eu le courage de lutter » (Thorez) « le parti communiste a défendu une politique qui, si elle avait triomphé, aurait épargné à la France les malheurs qui se sont abattus sur elle ». Ceci est parfaitement juste si on considère la lutte du PCF contre le traité de Versailles, l'occupation de la Ruhr, contre Munich, contre le fascisme, pour l'Espagne Républicaine etc. mais fait abstraction des erreurs opportunistes chauvines qu'il conviendrait au contraire d'expliquer pour en éviter le retour.
- 3) Les responsables doivent être châtiés. Il faut unir la France « autour de la classe ouvrière et de son Parti »
- 4) Il faut libérer les communistes emprisonnés, destituer le gouvernement de Vichy, il faut « un gouvernement du peuple composé de citoyens intègres et courageux, de militants communistes et de véritables amis du peuple » (SFIC). Il faut un « gouvernement de la renaissance nationale composé d'hommes honnêtes et courageux, de travailleurs intellectuels et manuels n'ayant, trempés en rien dans les crimes...tirant sa force du peuple seul... (Thorez)

Cela fixe un certain nombre de points essentiels. Mais les formules sont encore vagues concernant les objectifs et ce que doit être ce gouvernement populaire. En fait il existe des divergences qui s'avèreront profondes entre le texte SFIC et celui de Thorez qui sera à la base de tout un développement opportuniste.

Pour Thorez, la perspective est celle d'un « Front Uni pour la Liberté, l'Indépendance et la Renaissance de la France ». Son objectif est la paix, et il n'y a de paix véritable que dans l'indépendance des peuples » et « les communistes qui revendiquent pour la France le droit à l'indépendance, proclament aussi le droit à l'indépendance des peuples coloniaux asservis par les impérialistes » (en une ligne, cette question capitale est pour une fois, indiquée).

Mais que recouvre cette revendication pour la paix ? Il n'y a pas de paix sans indépendance, c'est vrai, mais plus encore il n'y a pas de paix véritable sous un régime capitaliste. Et si le texte mentionne, en une toute petite phrase au passage que ces perspectives sont « sous le signe de la lutte contre le régime, de la lutte anti capitaliste... », il est en fait orienté vers la seule perspective de l'indépendance. Et en quoi cette indépendance permettra-t-elle l'instauration d'une France nouvelle ? On peut se le demander quand on voit Thorez exalter la France bourgeoise :

« La France ne deviendra une sorte de pays colonisé ; la France au passé si glorieux (quel passé ? celui de l'impérialisme ? Ndlr) ne s'agenouillera pas devant une équipe de valets prête à toutes les besognes » etc.

Thorez-Duclos coupent la question de la paix et de l'indépendance de celle de la révolution, contrairement aux enseignements de Lénine qui écrivait : « On ne peut pas au 20^{ème} siècle en Europe... défendre la patrie autrement qu'en mettant en œuvre tous les moyens révolutionnaires contre... les capitalistes de sa patrie, c'est à dire contre les pires ennemis de notre patrie » (cité très justement dans le texte SFIC).

Cela est à relier au fait que la dénonciation des auteurs de guerre dans le texte Thorez n'est pas « la condamnation du régime capitaliste » (texte SFIC), mais la dénonciation « d'hommes », de traîtres. Il ne faut pas changer de régime, mais « s'unir pour sauver notre pays, pour l'arracher des mains de ceux qui l'ont conduit au désastre »... changer les hommes en quelque sorte.

Dans l'Appel du 10 Juillet se profile donc un chauvinisme et un opportunisme qui vise à profiter de la nécessité de la lutte pour l'indépendance (nécessité d'ailleurs toute relative à l'époque par rapport à la

lutte contre le régime fasciste de Vichy) pour faire oublier toute perspective révolutionnaire : c'est là l'embryon de la trahison de la libération.

Aussi bien les seuls objectifs que peut proposer Thorez, en Juillet 1940, en pleine guerre impérialiste et en pleine instauration du fascisme, pour parvenir à l'instauration de ce « gouvernement populaire » qui sera supposé rendre la liberté à la France c'est de « remettre la France au travail » car « la France doit se relever, mais elle ne se relèvera que par le travail et dans la liberté... ».

Non seulement pas un mot de la lutte contre les nazis, mais pas un mot pour savoir à qui profiterait ce travail de la classe ouvrière et sur la question du sabotage de l'économie de guerre. Le programme proposé pour cette remise au travail : nationalisations, taxation des grosses fortunes, ne remet pas en cause le pouvoir de la bourgeoisie fasciste. Engager les travailleurs à rejoindre les syndicats, même fascistes, à se regrouper dans des Comités populaires de solidarité et d'entraide, n'est parfaitement juste que si la perspective politique guide la lutte pour les revendications.

L'Appel de Thorez n'est pas critiquable, donc, parce qu'il appelle à la lutte nationale. Mais parce qu'il le fait sans préciser clairement (et la suite de l'histoire montrera que c'est là un point d'une extrême importance, ne souffrant aucune ambiguïté) de quelle indépendance il s'agit.

Le texte SFIC ne précise pas encore ce que devrait être le « gouvernement populaire » (cela sera fait dans « pour le salut du peuple de France »). Mais il indique clairement le cadre de principe de la lutte en cours :

« La France doit choisir entre ces deux chemins... ou bien accepter sa vassalisation pour sauvegarder les privilèges de quelques parasites capitalistes, ou bien faire table rase de ces privilèges et faire de la France un pays socialiste appelé à un développement magnifique » ... « Aujourd'hui en France il est impossible de concevoir et de réaliser le relèvement de notre pays sans une lutte acharnée contre les capitalistes et leurs valets du gouvernement de Vichy ».

Et le texte rappelle justement à ce propos l'expérience de la Russie dans sa lutte pour l'indépendance et pour le socialisme.

Il faut également noter néanmoins à propos du texte SFIC (et du texte Thorez à plus forte raison) que la lutte anti capitaliste qui y est préconisée ne tient pas compte de l'instauration du fascisme : le mot ne figure même pas. Certain cadres du PCF sont plus précis, Guingouin nous l'avons vu, ou Tillon aussi qui explique dans un texte de fin Juillet 1940²² :

- a) « l'ordre nouveau, c'est le fascisme »
- b) l'armistice ne signifie pas la fin de la guerre impérialiste pour la France, mais la mise à disposition d'Hitler de son potentiel en vue de l'agression de l'URSS.
- c) « la collusion entre ceux qui ont livré le pays et ceux qui l'occupent explique mieux que tous les faits pourquoi la guerre n'a été à l'intérieur qu'une guerre de classe contre les travailleurs et leur guide, le parti communiste »
- d) l'objectif, c'est de s'unir pour libérer le territoire de tous les oppresseurs et exploités (et donc pas seulement les occupants), « d'en chasser à la fois les capitalistes, leur tourbe de valets et de traîtres, et les envahisseurs... de nous unir pour aider à la défaite de tous les impérialistes... A bas le gouvernement de la 5^{ème} colonne... A bas la guerre impérialiste et antisoviétique. Hors de France Hitler et ses traîtres des 200 familles. A bas le fascisme international... Fraternisation du prolétariat de France et d'Allemagne... aux côtés de l'URSS ».

L'importance que nous avons donnée à l'analyse précise des deux textes cités s'explique par la nécessité de repérer comment, à partir d'erreur apparemment bénignes, à l'abri de formulations ambiguës, peut se développer une ligne fautive. Mais, certes, pendant cette période, le PCF n'en est pas à développer une telle ligne, mais se tient au contraire clairement à l'avant-garde du prolétariat en luttant efficacement contre la guerre et contre la bourgeoisie française. Il faut distinguer ce qui n'est alors qu'erreurs, ou ambiguïtés grosses d'erreurs futures, de ce qui est alors la ligne générale du parti.

²² Cf « Debout Partisans » op. cité p119

Aussi a-t-il réussi à se réorganiser et à redonner confiance à la classe ouvrière. La directive de Juillet 40 de constituer des « Comités de solidarité et d'entraide » ainsi que de reprendre en main le travail syndical permet d'obtenir des succès dans la lutte revendicative et d'unir la classe. Le Parti combat vigoureusement le mythe de la « Révolution Nationale » de Vichy, et appelle sans relâche à la lutte contre ce régime et les profiteurs de guerre, contre l'oppression etc...

« Ni soldats de l'Angleterre avec de Gaulle, ni soldats de L'Allemagne avec Pétain » reste un axe important de la propagande.

Le Rapport du Comité Central paru dans la « Vie du Parti » (n°9 Septembre 40), constitue encore une avancée du Parti dans la précision de certains points de sa ligne. Il indique la faillite du gouvernement de Vichy, la guerre impérialiste qui continue, le refus de s'y intégrer. Il précise que « la lutte continue contre nos propres capitalistes », mais précise aussi maintenant que l'Allemagne apparaît derrière Pétain : « nous sommes contre Pétain représentant le clan capitaliste dont les intérêts sont bien liés à l'Allemagne » ... « ils préfèrent faire de la France un pays lié à l'Allemagne plutôt que de perdre leurs privilèges ».

Il fixe le double objectif de « prendre la tête de la lutte pour les revendications de toutes les couches laborieuses » et de « réaliser l'union contre le gouvernement de Vichy... expliquer nos solutions anticapitalistes, exalter le pouvoir des soviets ». Mais il accole ces deux perspectives sans fixer de lien entre l'une et l'autre, et le pouvoir des Soviets ne constitue pas une définition précise d'un gouvernement antifasciste.

Par ailleurs c'est dans ce Rapport qu'on trouve des erreurs de type légaliste déjà signalées : « agir avec audace pour reconquérir la légalité du Parti »... « nous avons des possibilités d'action vu le transigement des occupants... nous sommes sans haine vis à vis du soldat allemand » traduisent une idéalisation de la réalité du nazisme²³.

Et l'appel final : « des traités commerciaux doivent être conclus avec l'URSS pour la reconstruction d'une France libérée du capitalisme » ne constitue toujours pas un programme pour unir les antifascistes sur la définition du futur gouvernement populaire, mentionné plus avant : « au gouvernement Laval-Pétain nous opposons le gouvernement du peuple ».

Il est certes tout à fait vrai que la situation était très complexe et qu'il fallut attendre quelques mois pour qu'elle se clarifie. C'est le 24 Septembre 1940 qu'est officialisée la collaboration et la soumission de Pétain à Hitler, avec la poignée de main symbolique de Montoire. On sait que par la suite la bourgeoisie française devait surpasser les nazis dans la chasse aux Juifs et aux communistes.

Il faut aussi quelques temps pour que la nature fasciste du régime Pétain soit rendue évidente. Par exemple c'est le 3 Octobre que paraît la loi sur les Juifs français, dont un des collaborateurs intimes de Pétain, du Moulin de Labarthète, dira : « l'Allemagne ne fut pas à l'origine de la législation anti juive de Vichy, cette législation fut spontanée, autochtone... »²⁴.

Ainsi c'est ces événements qui poussent à une meilleure compréhension de la réalité, à savoir que Vichy n'est pas un simple gouvernement capitaliste, mais un gouvernement fasciste subordonné aux nazis. Le 12 Octobre 40 l'Humanité écrit :

« Le gouvernement de Vichy n'est pas un gouvernement français (pourtant si, d'une certaine classe, ndlr). Au service des oppresseurs il veut réduire la France en esclavage... au service des trusts... au service des capitalistes ».

En Octobre 40, le PCF rattache donc pour la première fois explicitement la lutte contre le fascisme à la lutte contre les Allemands, qui apparaissent bien alors comme le premier obstacle à vaincre sur la route de la révolution socialiste.

²³ Plus tard, « à chacun son boche » présentera un aspect secondaire également unilatéral.

²⁴ Cité par Claude Bourdet dans « L'aventure incertaine » (Stock 1975)

Du moins au niveau des mots d'ordre centraux. Car sur le terrain de nombreux communistes, surtout en zone Nord, ont déjà reformé des cellules clandestines et fondé les premières bases de la lutte armée, en récupérant armes et explosifs et en organisant des sabotages.

Dans ce sens le Parti constitue l'OS, Organisation spéciale, en Octobre 40 : ses troupes, dont l'ossature est constituée par d'anciens des Brigades Internationales, sont les premiers groupes armés du Parti et seront à la base de la création des FTP en 1941.

Dès lors le Parti se lance vigoureusement dans la Résistance, après les hésitations des premières semaines suivant l'armistice. En témoigne, contre les mensonges habituels des historiens bourgeois comme H. Noguères (dans Histoire de la Résistance en France, Tome I, p58-59, ou la lettre de Vercors à de Gaulle publiée en annexe XIII de ce tome).

Mais il est important non pas de constater seulement cette entrée dans la lutte, pendant laquelle les communistes se couvrent de gloire, mais d'analyser les buts politiques qu'ils s'y fixaient. Il faut donc revenir aux problèmes laissés dans le vague dans les textes précédents et notamment la formule du « gouvernement populaire ».

C'est dans les Cahiers du Bolchevisme du 1^{er} trimestre 1941 que paraît le programme précis que propose alors le PCF pour la situation créée par l'armistice. Il est signé « Comité Central du Parti Communiste (SFIC) ».

En fait, bien que ce texte n'emploie curieusement pas le mot fasciste, il s'agit d'une application à la situation concrète des directives de Dimitrov au VII^{ème} Congrès de l'IC relatives à la lutte antifasciste et aux conditions nécessaires à réunir pour le soutien des communistes à un éventuel gouvernement d'union antifasciste.

Il est toujours parfaitement justifié que les communistes se soucient avant tout de lutter contre la bourgeoisie monopoliste, dont le caractère fasciste d'une part et la soumission aux allemands de l'autre, permet l'association dans la lutte son encontre de larges couches de démocrates et nationalistes bourgeois, à condition qu'ils soient clairement décidés à lutter contre le fascisme et pour l'indépendance, y compris à l'égard des anglais et de la fraction impérialiste gaulliste.

On doit d'abord remarquer que les conditions fixées par l'Internationale Communiste pour mener une telle lutte démocratique et instaurer un gouvernement populaire qui ne soit pas celui de la dictature du prolétariat, mais de la dictature de plusieurs classes contre le fascisme, étaient en voie de se réunir concrètement en France. A savoir :

- + appareil d'Etat de la bourgeoisie déconsidéré et désorganisé en partie
- + existence de lutte de masses contre le fascisme, mais sans que les masses travailleuses ne soient encore mures pour lutter sous la direction du parti communiste pour la conquête du pouvoir soviétique,
- + scission de l'aile gauche au sein de la social-démocratie.

Mais il faut immédiatement insister, et nous reviendrons toujours sur ce point essentiel, sur le fait que Dimitrov, citant Lénine, définissait strictement une telle lutte démocratique (et le fait que la France soit en partie occupée ne change fondamentalement rien à cela) comme la préparation indispensable du prolétariat à la lutte pour le socialisme et non comme une étape historique (à la différence d'une révolution démocratique bourgeoise dans un pays féodal ou colonisé par exemple), un but en soi.

« Aujourd'hui, dans une série de pays capitalistes, les masses travailleuses ont à choisir concrètement, pour l'instant présent, non entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise, mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme »

Les révisionnistes en restent généralement là, en « oubliant » que Dimitrov précise que cela ne doit pas détourner le prolétariat de sa lutte pour instaurer sa dictature, puisqu'il continue, en citant Lénine :

« Ce serait une erreur radicale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste, ou de la masquer, de la voiler etc. Au contraire de même que le socialisme victorieux est impossible sans réaliser la démocratie complète, de même le prolétariat ne

peut se préparer (souligné par nous ndlr) à vaincre la bourgeoisie sans mener une lutte détaillée, conséquente et révolutionnaire pour la démocratie (Lénine, OC T22 p133-135)
Dimitrov, discours de clôture au VII^{ème} Congrès de l'IC

Or une telle perspective n'est pas précisée, ni dans le programme ce qui est parfaitement normal puisqu'il s'agit d'un texte d'union pour une période bien précise, ni non plus dans aucun autre texte des Cahiers, journal de formation des militants.

Par ailleurs le Programme néglige de préciser que la lutte contre le fascisme passe aussi par la lutte contre les nazis. Ou du moins il écrit bien que « le gouvernement capitaliste de Vichy... ne se maintient que grâce à la protection des baïonnettes étrangères », mais il n'en déduit aucun mot d'ordre précis quant à la lutte contre ces baïonnettes, point sur lequel il importe de préciser ses positions, sauf à laisser à la résistance bourgeoise le monopole de la lutte nationale, ou à inciter le peuple à la mener sous la direction de l'impérialisme français (coté de Gaulle). Or le programme fixe seulement sur ce point que le gouvernement populaire établira « des rapports fraternels entre le peuple français et le peuple allemand ». Certes le Parti doit toujours refuser la participation à la guerre du côté des Anglais, mais cela ne signifie pas l'abandon de toute lutte contre les fascistes nazis : cela veut dire que seuls les démocrates conséquents peuvent mener cette lutte qui implique de reconnaître le droit de tous les peuples à la libération. D'ailleurs, nous l'avons vu, la pratique du parti a déjà commencé à mener cette lutte.

Le programme fixe toute une série de mesures, sociales, économiques et démocratiques qui établiraient effectivement un régime totalement nouveau en France et réduiraient considérablement le pouvoir des capitalistes, permettraient d'éliminer le fascisme et de préparer dans de bonnes conditions l'instauration d'un régime socialiste. La liste de ses mesures est très longue. Notons qu'elle comporte la milice ouvrière. Mais aussi « la nationalisation de l'ensemble des sociétés aryennes et juives » (sic !!!) et « la suppression du profit et de l'exploitation capitaliste », ce qui est une confusion car seule la dictature du prolétariat peut obtenir cela.

Mais il ne précise par quels moyens sera instauré ce gouvernement populaire. Ou plutôt il le voit naître des seules luttes revendicatives qui, dit-il, « de même que les petits ruisseaux forment les grandes rivières... préparent les batailles sociales d'où sortira la République, d'où sortira la France socialiste ».

Mais cela rappelle fort la théorie de l'accumulation des réformes chère à Bernstein. Le texte « Pour le Salut du Peuple de France » ne dit rien non plus de l'essence ce gouvernement. Il le fonde sur des « Comités populaires locaux » et des « comités populaires d'entreprise », mais quelle classe dirigera ? Que viendront l'armée, la police, et tout l'appareil d'Etat bourgeois et qu'est-ce qui les remplacera : cela n'est pas précisé. Faut-il que le Peuple de France attende son salut de ce seul gouvernement ?

Dimitrov avait précisé dans son rapport au VII^{ème} Congrès de l'IC :

Le gouvernement de Front Unique :

- + est un gouvernement de lutte contre le fascisme et la réaction,
- + ne limite en aucune manière l'activité du PC (il est ultra gauche de penser qu'un tel gouvernement ne peut être créé qu'après l'insurrection armée, après le renversement de la bourgeoisie)
- + c'est un gouvernement de transition conduisant à la révolution prolétarienne « et non pas on ne sait quelle forme de transition entre la dictature bourgeoise et la dictature prolétarienne »
- + le salut ne viendra que du pouvoir soviétique.

Et il indiquait que, dans une telle perspective :

« Nous devons dire aux masses : ce gouvernement ne peut pas apporter le salut définitif... En conséquence il est nécessaire de se préparer pour la révolution socialiste. Le salut ne viendra que du pouvoir soviétique, de lui seul ».

Tout cela le PCF ne le dit pas : il rabaisse en fait le rôle de ce gouvernement à un rôle de simple gouvernement antifasciste, très radical certes, mais qui n'a pas de lien clair avec la révolution socialiste. Ceci justement parce qu'il ne distingue pas le caractère bourgeois (qui est inévitable et justifié) du

programme de démocratie populaire, qui n'est pas encore la dictature du prolétariat, d'avec le caractère prolétarien de cette dictature. Ainsi d'un côté il préconise certaines mesures qui relèvent du seul régime socialiste tout en se fixant pour objectif une seule « République Populaire ». Croyant que cette « République » pourra les accomplir, il ne prévoit pas d'étape ultérieure. Ceci fait que, lorsque pour établir effectivement le Gouvernement populaire, il devra se limiter aux seules mesures acceptables par la bourgeoisie antifasciste, les mesures anticapitalistes de dictature du prolétariat passeront aux oubliettes n'ayant pas été programmées spécifiquement.

Le texte « Pour le Salut du Peuple de France » a donc le grand mérite de préciser des objectifs de lutte parfaitement justes à la classe ouvrière, comme en témoigne ses têtes de chapitre : « le peuple de France veut la paix », « le capitalisme, voilà l'ennemi » et « le Gouvernement du Peuple », mais il ne résout pas de façon précise la question des rapports entre la lutte pour la liberté et la lutte pour le socialisme.

En ce sens et malgré de très grandes qualités, il ne lève pas complètement les ambiguïtés de l'Appel de Thorez et prépare déjà l'abandon futur par le PCF de la lutte contre la bourgeoisie. Car les phrases anticapitalistes ne valent rien si le pouvoir qui doit les concrétiser n'est pas précisé : il ne peut plus alors que rester les phrases sur les réformes.

Il faut noter que le chauvinisme pointe aussi son nez dans ce programme.

Alors que Dimitrov soulignait dans son Rapport au VII^{ème} Congrès de l'IC que : « Le prolétariat des pays impérialistes a des alliés possibles non seulement chez les travailleurs de son propre pays, mais aussi dans les nations opprimées des colonies et des semi-colonies », cette question n'est qu'à peine mentionnée, qu'au détour d'une phrase, comme dans le texte Thorez du 10 Juillet.

Cette tendance au chauvinisme est vieille dans le Parti, puisque dès le 9^{ème} Congrès, en Décembre 1937, Thorez déclarait, en rompant ainsi avec les glorieuses traditions du PCF (Maroc, Ruhr etc.) :

« La revendication fondamentale de notre Parti concernant les peuples coloniaux reste la libre disposition, le droit à l'indépendance.

Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit aux camarades tunisiens, qui nous ont approuvés, que le droit au divorce ne signifiait pas l'obligation de divorcer. Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini ou de Hitler, ou faire de l'Indochine une base d'opération pour le Japon militariste.

Créer les conditions de cette Union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ? ».

Cela signifie en clair que la lutte contre le fascisme devait servir de prétexte pour soutenir l'impérialisme français, avec l'argument chauvin « classique » que « son joug » serait moins dur que celui d'Hitler ou Mussolini !!

Une telle idée est aussi largement développée par l'antenne du PCF en Algérie : le PCA²⁵. A son II^{ème} Congrès de 1937, il prétexte de la montée du fascisme pour renier la lutte pour l'indépendance. Il utilise l'argument que les nazis cherchent à utiliser le nationalisme arabe contre leurs rivaux impérialistes français et anglais. Lutter contre le nationalisme serait alors lutter contre le nazisme. Ainsi le PCA désapprouve que « Certains dirigeants nationalistes souhaitaient dès le début la défaite des pays qui opprimaient leur peuple et se réjouirent des succès des armées hitlériennes... Ainsi s'explique l'insurrection de Rachid Ali en Irak » etc. En Septembre 1944, au plus fort des luttes des peuples du monde contre le fascisme et l'impérialisme, le PCA déclarait encore : « Ceux qui... dans le moment présent mettent en avant le mot d'ordre d'une impossible indépendance... font le jeu des seigneurs de la colonisation et d'autres impérialistes étrangers »²⁶.

²⁵ Cf. « Des victoires de Hitler au triomphe de la démocratie et du socialisme » (Editions Sociales 1970) p248 et suivantes

²⁶ « Des victoires de Hitler au triomphe de la démocratie et du socialisme » p251

On ne saurait mieux s'opposer aux intérêts fondamentaux des peuples et du prolétariat, de son propre pays en les détournant ainsi de la lutte contre la bourgeoisie qui les opprime tous, sous le fallacieux prétexte de s'opposer à un « colonialisme plus terrible ».

Et si nous sommes remontés jusqu'en 37, c'est que la position du PCF n'a en fait guère variée sur la question pendant la guerre et que l'on rejoint là un des points cruciaux à partir duquel a pu se développer l'opportunisme, puis la trahison.

Car là encore c'est l'attitude par rapport à sa propre bourgeoisie qui est en jeu. Et à l'encontre de tels chauvins, Lénine déclarait déjà : « la démocratie moderne ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, que si elle déclare que l'une et l'autre sont les pires... »²⁷.

Les 1.000.000 de morts de la guerre d'Algérie, pour ne parler que de ceux-là, témoignent pourtant que la bourgeoisie française n'a effectivement rien à envier aux nazis.

La conséquence d'une telle attitude est que le mouvement nationaliste arabe n'a pu effectivement se développer en faveur de la lutte antifasciste.

Nous avons développé largement les critiques du programme « Pour le Salut du Peuple de France » afin d'y discerner les germes d'erreurs qui, non combattues et reliées à une tendance opportuniste profonde chez des dirigeants comme Thorez, se développeront plus tard dans le parti, en profitant du changement du caractère politique de la guerre après 1941.

Mais il n'en reste pas moins vrai que ce programme constitue alors un élément moteur de la lutte antifasciste. Par ses propositions anticapitalistes et démocratiques très avancées il stimule l'enthousiasme des masses et l'oriente globalement très correctement vers des objectifs justes, en évitant et dénonçant le piège gaulliste, tout en sachant rallier le plus grand nombre autour d'une sorte de perspective de dictature antifasciste qui n'est pas encore la dictature du prolétariat (à l'encontre des trotskystes qui prônaient la révolution socialiste immédiate).

Le PCF peut alors prendre l'initiative de diriger un large regroupement des couches et classes ou individus antifascistes dans un Front National.

Dans un Appel du Comité Central du 15 Mai 1941, publié dans les Cahiers du Bolchévisme du 2^{ème} trimestre 41, le Parti définit ce Front National de Lutte pour l'Indépendance de la France.

Il pose les bases du regroupement, sous la direction du Parti Communiste (« le parti communiste est qualifié pour prendre la tête du rassemblement de tous les français sous le drapeau de l'indépendance du pays... »), de tous ceux qui veulent lutter pour l'indépendance, contre « l'oppression nationale ».

Il refuse la direction gaulliste : « certains français et françaises qui souffrent de voir notre pays opprimé par l'envahisseur placent à tort leurs espérances dans le mouvement de Gaulle. A ces compatriotes nous disons que ce n'est pas derrière un tel mouvement d'inspiration réactionnaire et colonialiste, à l'image de l'impérialisme britannique que peut se réaliser l'unité de la Nation française pour l'indépendance nationale ».

L'Appel mentionne la nécessité de la lutte contre « les traîtres et les capitulards », et reprend quelques-unes des mesures démocratiques et sociales fondamentales du programme « Pour le Salut du Peuple de France ».

Mais on peut remarquer qu'il met l'accent uniquement sur la lutte pour l'indépendance et non la lutte antifasciste (le mot fascisme n'y figure d'ailleurs pas). Et s'il préconise un « gouvernement populaire », sur la base des revendications démocratiques de son Programme, il ne pose pas cette perspective comme une condition de base du regroupement proposé et se déclare prêt « à soutenir tout gouvernement... dont les efforts seront orientés dans le sens d'une lutte véritable contre l'oppression

²⁷ Lénine – « Sous un pavillon étranger » - OC T21 p143

nationale et contre les traîtres au service de l'envahisseur », ce qui, à la limite, pourrait être justement un gouvernement gaulliste précédemment dénoncé.

Il faut certes noter que la soumission de Vichy apparaît on ne peut plus définitive et totale après le voyage de Darlan à Berchtesgaden le 11 Mai. De plus Hitler avait, dès le printemps 41, envahi la Yougoslavie et la Grèce, annonçant, ainsi l'imminence de l'attaque de l'URSS. Dans ces conditions la lutte nationale contre l'envahisseur nazi prend effectivement la plus grande importance immédiate, car c'est un préalable absolument nécessaire à toute révolution socialiste. Mais on ne peut pour autant négliger le caractère antifasciste de cette lutte, donc la nécessité qu'elle soit guidée sur les objectifs d'un gouvernement et d'un programme antifasciste. Or le programme du Front est déjà réduit par rapport à celui de « Pour le Salut », ce qui peut être justifié par la mise au premier plan de la lutte de libération nationale, mais il n'exige pas du futur gouvernement qu'il soit appliqué.

P. Villon, le chef du Front National, confirmera plus tard que la résistance avait « essentiellement le caractère d'un combat national... certes les communistes, avaient en même temps conscience de mener un combat antifasciste, démocratique et humaniste... »²⁸. Ce « certes » paraît très secondaire, et en tout cas en Janvier-Juin 41 il aurait dû avoir son importance.

Ces réserves faites, il est certain que la création du Front a été une grande et juste initiative du PCF et qu'il a par la même remporté de grands succès dans l'organisation du peuple pour la lutte. C'est d'ailleurs dès Avril 41 que le PCF avait commencé à organiser le regroupement des forces réellement combattantes en rencontrant le gaulliste Leo Hamon.

En Mai-Juin la grande grève des mineurs n'est de loin pas qu'une simple « lutte sociale », mais marque le succès du Parti et du Front dans l'organisation de la classe ouvrière dans la lutte antifasciste.

Le 22 Juin Hitler attaque l'Union Soviétique. La guerre mondiale change alors de caractère. Un Humanité spécial peut alors appeler pour la première fois (et indirectement) à la lutte armée : « tous les peuples voient dans les ennemis de l'URSS leurs propres ennemis que par tous les moyens ils abattront ». Le 22 Août, Fabien abattra le premier Allemand.

IV. JUIN 41 – FIN 44 : LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE

L'attaque de l'URSS par les nazis, le 22 juin 1941, donne une nouvelle dimension politique à la guerre. Les forces fascistes internationales, les forces des bourgeoisies les plus réactionnaires, s'en prennent directement au premier pays socialiste. Que l'URSS soit vaincue, et c'est le principal soutien des peuples du monde qui tombe. La guerre n'oppose plus seulement des pays impérialistes entre eux, mais elle oppose maintenant les nazis et leurs alliés à l'URSS socialiste. Toute la politique des bourgeoisies occidentales de 1917 à 1939 trouve là son accomplissement.

Et comme de fait l'URSS et les démocraties bourgeoises, que des contradictions entre impérialismes opposent à l'Allemagne, se retrouvent dans le même camp face aux fascistes, l'alliance tactique avec ces « démocraties » devient possible, la participation à la guerre devient une nécessité.

En France donc, la tâche des communistes est d'expliquer cette nouvelle situation et de tout faire pour empêcher la défaite de l'URSS. Cette tâche ne peut que rendre plus essentielle la lutte contre les nazis, de faire de leur défaite l'objectif immédiat unique. L'URSS prend maintenant la tête d'un Front Uni

²⁸ « Des victoires de Hitler au triomphe de la démocratie et du socialisme » p235

mondial contre le fascisme. Le rôle de l'Angleterre, de de Gaulle, prend un aspect nouveau qu'il ne pouvait avoir dans la période précédente : celui de participer involontairement et momentanément à la défense des intérêts du prolétariat mondial.

Déjà depuis l'entrée des Allemands en zone Sud, il était clair que sur tout le territoire national la lutte antifasciste était absolument indissociable de la lutte pour l'indépendance nationale. Maintenant cette lutte doit être étendue à tous ceux qui veulent l'indépendance du pays, y compris donc la fraction impérialiste gaulliste.

Mais rechercher l'union même avec ces fractions réactionnaires ne signifie pas abandonner toute lutte à leur égard, leur abandonner d'avance le champ libre quant au type de régime qui devra s'instaurer à la victoire pour que l'indépendance soit la plus authentique possible. Non seulement l'union et la lutte ont toujours intimement liés, pour des communistes, dans tout Front de classe, mais ils doivent tout faire pour le diriger quand le rapport de force le permet et ne jamais y sacrifier totalement leur indépendance ni les buts finaux qu'ils poursuivent. D'ailleurs la lutte contre la bourgeoisie au sein du Front Uni ne l'affaiblit pas mais le renforce en cherchant à éliminer hésitations et arrières pensées.

En Angleterre comme aux USA, les bourgeoisies de ces pays étaient les seules forces dirigeantes possibles de la lutte contre l'Allemagne : il était juste que l'URSS passe des compromis avec elles, de même qu'elle signe un accord avec la fraction gaulliste en tant que représentant une fraction de la bourgeoisie antiallemande.

Les alliés ont d'ailleurs dû accepter de tels accords à contre cœur, puisque le futur président Truman déclarait encore en 1941 : « si nous voyons que les Allemands gagnent, nous devrions aider les Russes, si nous voyons que les Russes gagnent, nous devrions aider les Allemands pourvu qu'il en meure de cette façon le plus possible ».

Mais ces compromis n'engageaient en rien le peuple français quant à la question de savoir si, s'alliant avec la fraction gaulliste, il devait lui laisser la direction et abandonner toute perspective de lutte contre cette bourgeoisie. Cela était une question tactique, suivant le rapport de force, aussi bien que de principe pour les communistes.

Or en France, contrairement à l'Angleterre par exemple, la bourgeoisie impérialiste était vaincue à 95 %, et, comme à son habitude, elle avait rejoint le camp du vainqueur. Ses politiciens, jusqu'à de nombreux « socialistes », collaboraient activement et étaient largement déconsidérés. La fraction bourgeoise de Londres ne représentait pas grand-chose, et encore moins sur le terrain, et les mouvements de résistance bourgeois comme Combat ou Libération n'acceptaient pas la tutelle gaulliste. Libération d'ailleurs comportait parmi ses cadres de nombreux communistes ou sympathisants. Une plateforme d'unification dans un Front anti fasciste pour l'indépendance aurait très bien pu leur être proposée (un élargissement du Front National). De toute façon le Front National et les diverses organisations dirigées par les communistes représentait l'essentiel de la Résistance.

Aussi de Gaulle avait un besoin vital de contrôler la résistance, ou du moins paraître avoir son appui, pour mener son jeu vis à vis des Anglais autant que pour préparer le retour au pouvoir de la bourgeoisie à la Libération.

Or le PCF rentra dans ce jeu et accepta d'offrir sans condition la Résistance à de Gaulle. Ceci parce qu'à partir du moment où il perdit de vue que l'indépendance n'était qu'un moyen de préparer la révolution socialiste et qu'il en fit un but en soi sans contenu de classe, il n'y avait en effet aucune raison de ne pas accepter de se soumettre à la bourgeoisie.

Il cherche à défendre cette politique en prétextant que le but principal était alors de vaincre le nazisme à n'importe quelle condition pour aider l'URSS, et qu'il fallait donc rechercher l'efficacité maximum. Certes il fallait chercher à unir le plus grand nombre pour atteindre cet objectif. Mais la soumission à de Gaulle, ce n'était pas l'efficacité maximum, mais un affaiblissement du camp antifasciste en France. Car de Gaulle utilisa évidemment son prestige et son poste dirigeant pour freiner tant qu'il le put le mouvement populaire antifasciste en France. Non seulement il y semait zizanies et intrigues, en

essayant d'organiser des scissions au sein de la Résistance, pour isoler le Front National et les communistes, mais encore il ne servit à rien du point de vue du simple soutien matériel et financier qu'il était censé fournir en échange. De ce point de vue d'ailleurs les FTP ont eu plus de succès en s'adressant directement aux anglais comme cela s'est parfois fait. De Gaulle put ainsi regrouper la bourgeoisie, développer une politique attentiste. Il rentra en grande colère quand Giraud aida le Front National à libérer la Corse ; Il laissa les maquis du Vercors et d'autres, aller au massacre, freina au maximum la libération de Paris par le peuple etc. Bref le résultat concret fut de permettre à la bourgeoisie moribonde de ressusciter en 1944 sans pour autant apporter une contribution notable à la lutte contre l'occupant.

L'exemple de nombreux pays européens, comme celui des nombreuses régions française, libérées sans intervention directe des alliés, a bien montré que c'est lorsque le peuple était uni sous direction communiste qu'il s'est libéré le plus efficacement, car il se bat d'autant mieux qu'il sait que c'est pour son compte et non pour que quelques exilés viennent retirer les marrons du feu.

C'est donc cette évolution du PCF qui, de la recherche d'une alliance parfaitement juste avec la bourgeoisie gaulliste va passer à la soumission, que nous allons examiner à travers les principaux textes de la période.

L'article « Notre Politique » paru dans les Cahiers du Bolchevisme des 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 1941 traduit déjà la façon dont les dirigeants du PCF se sont servis de l'élargissement de la lutte qu'impliquait la nouvelle situation, pour ne plus parler qu'exclusivement de la lutte contre les nazis et les fantoches de Vichy, sans plus faire, ne serait-ce qu'une allusion, à la lutte anticapitaliste.

Le mot d'ordre est de « s'unir sous le drapeau de la liberté et de l'indépendance ». Dans une revue théorique comme les cahiers, il aurait dû s'accompagner d'explications. Certes Lénine a indiqué que les communistes n'étaient pas par principe, contre toute idée de défense de la patrie. « La défense de la patrie est un mensonge dans la guerre impérialiste, mais nullement dans une guerre démocratique et révolutionnaire »²⁹. Et après Juin 41, il s'agissait bien d'une guerre démocratique et révolutionnaire. Mais il y a une voie prolétarienne et une voie bourgeoise dans la lutte démocratique. Et « la solution marxiste de la question de la démocratie consiste dans l'utilisation, par le prolétariat qui mène la lutte de classe, de toutes les institutions et aspirations démocratiques contre la bourgeoisie, en vue de préparer la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie, en vue de la renverser »³⁰.

L'article poursuit en disant que « les communistes n'ont pas d'autres ambitions que de remplir dignement, fièrement, leur devoir de français ».

Certes dans le même numéro paraît l'appel pour la constitution du Front National lui stigmatise nous l'avons vu « l'Inspiration réactionnaire et colonialiste » de De Gaulle. Mais le PCF ne se distingue alors vraiment des gaullistes quant à la question de l'indépendance nationale que par les moyens qu'il préconise pour y arriver, puisqu'il est prêt à « soutenir tout gouvernement français » qui luttera pour l'indépendance et uniquement pour cela.

Simplement alors que De Gaulle n'attend le salut que par le débarquement allié, le PCF veut mobiliser les masses et déclare qu'il ne faut pas « attendre la délivrance de la victoire de l'URSS et de l'Angleterre, mais de la lutte qui doit être menée en France même contre l'opresseur ».

Cette différence reste évidemment essentielle, puisque le peuple en arme peut encore tout, y compris pousser le Parti à corriger ses erreurs.

En ce sens le PCF joue un rôle essentiel. C'est en Octobre 41 que Tillon sera chargé d'unifier en une seule organisation armée les groupes d'OS, ainsi que ceux des Jeunesses communistes et de la MOI (main d'œuvre immigrée) qui avaient déjà entrepris quelques actions militaires. C'est la création des FTP en Décembre 41.

²⁹ Lénine – « Réponse à Kievski » - OC T23 p21

³⁰ Idem p24

Le 23 Octobre, de Gaulle déclarait : « j'ordonne de ne pas tuer d'Allemands » en réponse aux exécutions des otages communistes de Chateaubriand le 22. Mais le PCF n'obéissait pas encore à de Gaulle. De fait, avec le Front National, les FTP, des journaux clandestins et une solide organisation dans les Comités de Solidarité et les syndicats, il était partout à la tête de la lutte.

Et le colonel Rémy, l'adjoint très réactionnaire de de Gaulle pouvait déclarer³¹ « le PCF a longtemps représenté sous l'occupation ennemie la seule organisation politique cohérente, disposant d'un excellent appareil mis en place de longue date, d'une stricte discipline chez tous ses membres et, par-dessus tout, d'une foi profonde chez ceux-ci. Tous ces avantages lui ont permis de porter des coups redoutables à l'envahisseur ».

On ne pourrait certes pas en dire autant des gaullistes à cette époque. Revenons sur ce point évoqué au début de ce chapitre.

De Gaulle a été un des seuls membres du personnel politique de la bourgeoisie à avoir compris dès le début où se situait l'intérêt de l'Empire. Sa tentative a d'abord largement échoué, car peu de gouverneurs coloniaux ou de fractions de l'armée et de l'ancien appareil d'Etat, sur lesquels il comptait l'ont suivi.

La politique qu'il représentait visait à assurer une place à la bourgeoisie française lors de la victoire. Cela exigeait de ne pas se soumettre entièrement aux impérialismes anglais, puis américain, qui souhaitaient profiter de la défaite de la France pour se partager son « empire ». Il lui fallait aussi manœuvrer de telle sorte à ce que ce ne soit pas le peuple français qui reprenne le pouvoir à la Libération. La seule force qui exista alors pour qu'il s'y appuie face aux Anglais était la résistance. Pour éviter qu'elle ne prenne le pouvoir, il lui fallait se la soumettre et pour cela la diviser et la dissoudre dans un mouvement plus vaste.

Il réussit cette tâche, au départ difficile, pour plusieurs raisons.

La plus fondamentale est la politique même du PCF telle que nous l'avons analysée. Par ailleurs l'essor même de la lutte populaire et les signes de plus en plus précis de la défaite allemande (Stalingrad) devait faire réfléchir une partie de la bourgeoisie qui avait choisi Vichy et l'amener à tourner casaque pour essayer de rejoindre le camp du vainqueur (épisode Darlan à Alger, puis Giraud). C'est ainsi qu'effrayés par la perspective d'une victoire populaire en France que l'effort gigantesque du peuple soviétique pouvait rendre rapidement victorieuse, des fractions de plus en plus larges de la bourgeoisie vinrent renforcer le clan gaulliste comme représentant leur seul espoir contre le peuple, et imposèrent entre autre pour cela l'élimination de Giraud trop visiblement fantoche des américains et pas assez habile politicien (il aida les Corses !).

Pour rallier la Résistance, de Gaulle chargea Jean Moulin de regrouper d'abord les mouvements de résistance non communistes et de ressusciter le plus possible les anciennes forces politiques de la bourgeoisie pour les y noyer. C'est ainsi qu'au CNR, créé en Mai 43, siègeront avec voix égale des partis fantômes comme l'Alliance Démocratique, la Fédération Républicaine, le Parti Démocrate Populaire, sans compter les inévitables SFIO et Radicaux resurgis de leurs cendres pour la circonstance. Plus de 14 organisations, la plupart inexistantes sur le terrain, et deux voix seulement pour les communistes qui représentaient l'essentiel de la Résistance active. E. d'Astier, chef du mouvement Libération, pourra en dire :

« C'est un étrange entretien de fourmis parlementaires et députés clandestins qui se sont désignés d'eux même et qui viennent légiférer »³².

Les communistes ralliés au CNR, et par là à de Gaulle, (c'est en Janvier 43 que leur représentant F. Grenier, arrive à Londres) le général put donc, un jour de Mars 43, parler fort aux Anglais et se poser

³¹ Cité dans « C'était ainsi... » F. Grenier (Editions Sociales 1959)

³² Emmanuel d'Astier de la Vigerie, op. cité p83

comme le chef de la résistance. Le CNR avait en effet voté, dès sa première réunion, une motion demandant que soit constitué : « un gouvernement provisoire sous la présidence du général de Gaulle », sans lui poser aucune condition. De Gaulle, ainsi promu, écrivit à ce propos dans ses Mémoires que cette motion « produisit un effet décisif ».

Par « décisif », il faut entendre que la « France libre » se trouvait miraculeusement bénéficiaire d'un mouvement populaire au développement duquel elle n'avait pas contribué : la puissance de la bourgeoisie renaissait. Qu'était cette « France libre » sinon un appareil de bureaucrates (« 446 personnes à Londres en 1941 »³³. Appareil pour quoi faire puisque H. Michel, historien gaulliste, reconnaît que « l'attentisme est donc la règle d'or de la France libre »³⁴ et que « la France libre n'a jamais compté de bien gros effectifs »³⁵. Et de Gaulle pouvait-il attendre un ralliement plus complet que celui de F. Grenier, l'envoyé du PCF, qui écrit : « Pourquoi le cacher ? Je fais confiance au général de Gaulle »³⁶. En échange de quoi il explique qu'il n'obtient de parler qu'aux plus mauvaises heures d'écoute à la radio, qu'on lui interdit de parler des FTP, que les fonds promis n'arrivent pas, ni les armes, et cite son collègue Charles Tillon : « on jugera de l'aide en armements fournie aux FTP en disant que sur des centaines de parachutages pratiqués en France, six furent officiellement accordés par le BCRA aux FTP qui pourtant grouperont, en août 1944, 50 % des FFI ». Bref, toute la partie du livre de Grenier (« C'était ainsi... ») consacrée à ce ralliement n'est que gémissements sur la duperie de de Gaulle qui ne fait pas ce qu'on attendait de lui : comme si le contraire eut été possible. Ralliés à leur bourgeoisie, les dirigeants communistes n'ont plus que la possibilité de la houspiller, d'en être les mouches du coche et de se plaindre qu'elle se comporte comme une bourgeoisie parfaitement consciente que la lutte pour l'indépendance ne doit pas masquer la lutte des classes.

Les révisionnistes diront aujourd'hui que le ralliement à de Gaulle était souhaitable car il renforçait la lutte antifasciste (nous avons vu qu'il n'en fut rien et que la résistance populaire n'en tira aucun bénéfice) et juste aussi car de Gaulle « devait » accepter le futur programme « très démocratique » du CNR.

Certes il dut modifier quelque peu son langage pour se faire accepter même des mouvements démocratiques bourgeois. H. Michel reconnaît les sympathies pétainistes des gaullistes et écrit : « A l'égard de la Révolution nationale, de ses principes, de ses réalisations, plus d'un français libre éprouve un peu de faiblesse »³⁷ ou encore : « parmi eux les hommes de gauche sont peu nombreux... par contre s'affirment des militants de l'extrême droite, de l'Action Française ou même de la Cagoule³⁸. Le ralliement des territoires de l'Empire amena un fort contingent de colons ou d'officiers de troupes coloniales »³⁹. De fait de Gaulle ne signa jamais aucun programme démocratique. Et cela même aurait été ? Nous avons vu que l'autonomie du parti du prolétariat, la lutte en même temps que l'union, la direction des communistes, sont les garanties indispensables de ce que le Front Uni réalisera son programme démocratique (sans même parler de la nécessité de maintenir la perspective du socialisme et de s'y préparer). Car la bourgeoisie ne peut pas diriger et accomplir un programme de réformes démocratiques radicales jusqu'au bout. De simples mesures comme la milice ouvrière armée, les conseils d'usine, l'information vraiment démocratique et populaire etc. lui sont inacceptables comme l'a prouvé la Libération. Lénine explique : « la bourgeoisie redoute la liberté complète, la démocratie totale, car elle sait que le prolétariat conscient, c'est à dire socialiste, utilisera cette liberté pour lutter contre la domination du capital. C'est pourquoi la bourgeoisie veut, au fond, non pas la liberté complète, le pouvoir absolu du peuple, mais un arrangement avec la réaction, un accommodement avec l'autocratie. La bourgeoisie veut le système parlementaire pour assurer la domination du capital et non de la bureaucratie, et en même temps elle veut la monarchie, une armée permanente, le maintien de certains privilèges de la bureaucratie pour empêcher la révolution d'aller jusqu'au bout et le prolétariat de

³³ Henri Michel – « Histoire de la France libre » - Que sais-je ? 1963

³⁴ Idem p73

³⁵ Idem p123

³⁶ F. Grenier « C'était ainsi... » op. cité

³⁷ Henri Michel – op. cité p21 Révolution nationale : le système fasciste Pétain-Laval

³⁸ Comme Passy, le bras droit de de Gaulle (dont Grenier dit, p199 de son livre, qu'il sera accusé à la Libération d'avoir détourné deux milliards de francs).

³⁹ Op. cité p29

s'armer, s'armer signifiant ici à la fois se donner des armes au sens propre et s'assurer une liberté complète »⁴⁰.

Qu'était par ailleurs le programme du CNR, signé entre autre par les communistes : « les jours heureux ». Il ne fut adopté que le 15 mars 1944 par le CNR (mais même pas par de Gaulle). Il se dresse contre l'attentisme, prévoit la création de Comités locaux de libération, sous la direction de Comités départementaux, et du CNR nationalement. Les tâches de ces comités sont importantes puisqu'ils doivent non seulement soutenir la lutte armée pour la libération du territoire mais aussi « développer l'esprit de lutte et la lutte effective contre la répression des nazis et des fascistes français », développer la lutte économique pour le niveau de vie, « appuyer et guider toutes les actions menées par les français contre les formes d'oppression et d'exploitation imposées par l'ennemi de l'extérieur et de l'intérieur », « organiser les milices patriotiques... qui sont destinées à défendre l'ordre public, la vie et les biens des français contre la terreur et la provocation... », préparer une armée intérieure et l'insurrection nationale.

Mais un tel programme n'a de sens que s'il fixe aussi le pouvoir qui l'appliquera, sinon il n'est que verbiage. Or il ne prévoit pas de s'appuyer résolument sur ces Comités populaires qui, pour remplir ces tâches, auraient dû, dès la libération d'une ville, d'une région, se transformer en tant qu'organes du pouvoir populaire s'appuyant sur le peuple en armes, afin de détruire jusque dans ses fondements l'appareil d'Etat fasciste, de mener la lutte antifasciste jusqu'au bout et de jeter les bases d'un Etat nouveau profondément démocratique. Et sur ce point le programme du CNR prévoit la soumission au Comité Français de Libération Nationale (CFLN) organe bourgeois bureaucratique, de de Gaulle, pour « rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle... perspective « démocratique » alléchante pour un pays impérialiste !

Une fois le rétablissement de la bourgeoisie impérialiste ainsi souhaitée, les revendications démocratiques, la volonté de châtier les traîtres, la nationalisation de « tous les grands moyens de production monopolisés » etc. etc. ne sont que des vœux pieux, qu'une duperie, comme l'histoire le montrera d'ailleurs. Ceci même si des élections sont prévues pour remplacer le CFLN, car ces élections auront lieu sous la dictature rétablie de la bourgeoisie et non dans le développement du mouvement populaire qui aura été préalablement abattu. Toutefois en signant ce programme, le PCF allait encore plus loin que de renoncer à l'établissement d'une véritable démocratie populaire, que de se rallier à la bourgeoisie impérialiste française contre l'illusion de réformes qui ne changeaient rien, quant au fond, au pouvoir des monopoles puisqu'effectuées sous ce pouvoir. Il renonçait déjà à la lutte des classes en affirmant que « les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupées au sein du CNR proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la Libération » pour appliquer le programme du CNR.

F. Grenier avait déjà déclaré à de Gaulle à son arrivée à Londres en janvier 1943 : « quant à ce qui se passera après la libération de la France, ce n'est pas la question du moment... la République de demain devra donc, à notre avis, apporter de profondes réformes politiques et sociales, mais notre opinion est que les patriotes qui se seront unis pour libérer le pays devront le demeurer pour le reconstruire sur de nouvelles bases. Cependant, à vrai dire, nous pensons davantage en ce moment, à la lutte présente qu'aux problèmes de l'avenir ».⁴¹

Or si toute une partie de la bourgeoisie s'était finalement ralliée à la lutte contre Hitler, il était impossible d'attendre d'elle dans son ensemble qu'elle ne s'oppose pas aux réformes proposées par le programme du CNR une fois la libération accomplie, une lutte intense devait obligatoirement se développer pour savoir quel type de démocratie mettre en place : une démocratie populaire, certes non pas dictature du prolétariat, mais démocratie bourgeoise radicale, profonde, fondée sur les classes qui avaient sérieusement luttées contre le fascisme, donc classe ouvrière en tête (mais pas seule), mettant en œuvre un programme démocratique révolutionnaire (y compris l'indépendance de peuples opprimés), châtiant résolument les traîtres, s'appuyant sur les comités populaires et les milices et donc

⁴⁰ Lénine – « Bureaucratie révolutionnaire et efficacité révolutionnaire » - OC T10 p59

⁴¹ F. Grenier – op.cité

préparant la révolution socialiste, ou le retour à la démocratie bourgeoise type III^e République, dictature pure et simple de la bourgeoisie monopoliste.

Comment penser que sur ce point le PCF pourrait rester uni avec tous les signataires du programme du CNR, jusqu'à l'Alliance Républicaine ultra réactionnaire de Laniel ? Sinon qu'il approuvait déjà le retour de la III^e République préconisé par ce programme : « Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avait fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation ». Sans doute faudrait-il qualifier de « haute réaction », de « réaction noble » le régime de la III^e République, certes terriblement « efficace » dans l'oppression du peuple !

La ligne du PCF est donc alors de « tirer du marxisme tout ce qui est acceptable pour la bourgeoisie libérale, jusques et y compris la lutte pour les réformes, jusques et y compris la « reconnaissance générale » des « idéaux socialistes » et la substitution au capitalisme d'un « régime nouveau », et rejeter « seulement » l'âme vivante du marxisme, « seulement » son esprit révolutionnaire »⁴².

V. 1944 : LA LIBERATION ET LA TRAHISON DU PCF

La proximité de la Libération remettait nécessairement à l'ordre du jour la contradiction prolétariat/bourgeoisie, jusque-là estompée par la lutte pour l'indépendance qui était, peu ou prou, menée en commun.

Le PCF devait trancher entre toutes les mesures économiques et démocratiques, prévues dans les programmes comme celui du CNR par exemple, pour lesquelles se battaient le peuple travailleur et entre le soutien à un gouvernement purement représentatif des intérêts de la bourgeoisie monopoliste souhaitant restaurer « l'ordre ancien des choses » car l'un et l'autre ensemble devenait inconciliable maintenant que se posait le problème de « l'après » indépendance. Et comme le PCF avait en fait, nous l'avons vu, déjà opté pour la « République » bourgeoise, il n'avait plus que le choix (sauf à changer complètement de politique) de préparer ses militants à un virage à 180° sur la question du pouvoir et du régime.

C'est cette tâche qu'entreprend par exemple G. Cogniot dans son article des Cahiers du Bolchevisme de 1944 : « Problèmes de Demain ».

Cet article prend le complet contrepied des thèses de 1940 du PCF sur les causes de la guerre. La défaite n'est plus due qu'à « une défaillance de la Constitution en général, des institutions et des principes de notre pays ». Ainsi l'impérialisme, la bourgeoisie, ne sont plus la cause profonde de la guerre... mais c'est au contraire parce que le régime bourgeois a connu une « défaillance » que tout est arrivé.

Conclusion : restaurons vite un régime bourgeois qui ne « défaillera » plus, oublions ce cauchemar, et nous aurons la paix ! C'est ce que Cogniot appelle « rénover » la France !

Il y a certes des divergences au sein de la Résistance, mais étant donné que le PCF est d'accord avec toutes les autres parties pour rendre le pouvoir à la bourgeoisie, il est normal que Cogniot les qualifie de « divergences amicales » ne portant en rien sur l'essentiel. Et effectivement pour le Parti toute la question est de savoir s'il y aura des élections « libres » rapidement après la libération pour remplacer le Gouvernement provisoire de de Gaulle, pour former une Constituante ». C'est le crétinisme parlementaire le plus plat : au lieu de s'appuyer sur le peuple en armes, et dont la conscience politique avait été prodigieusement élevée par la lutte contre le fascisme et par l'écroulement de pans entiers de l'appareil d'Etat bourgeois passé à la collaboration, au lieu d'entreprendre d'instaurer un régime démocratique radicalement nouveau qui exercerait sa dictature sur les fascistes afin de les éliminer, le PCF se bat pour obtenir une Constituante dans le cadre de la restauration de l'Etat bourgeois.

⁴² Lénine – « La faillite de la II^e Internationale » – OC T21 p226

Il explique même à la bourgeoisie ce qu'il faut qu'elle fasse pour restaurer son pouvoir, à savoir qu'il lui sera nécessaire de faire appel « à l'enthousiasme des masses », que la reconstruction (la « régénération » dans le langage de Cogniot) nécessite leur adhésion. Et comment l'obtiendrait vous Messieurs si vous en restez aux « seules méthodes autoritaires » ? Non vous devez leur donner l'impression qu'elles « participent »... Bref le PCF reprend à son compte les vieilles ficelles de la duperie bourgeoise : démocratie formelle pour mieux tromper, masquer la nature réelle du pouvoir.

Ainsi quand il prétend lutter pour « la façon démocratique » contre « la façon autoritaire » de faire une Constitution, non seulement il se place sur le terrain de la bourgeoisie, car la vraie question est qui la fera, au service de quelle classe, mais en plus ce n'est qu'un leurre puisqu'il explique plus loin que bien sûr cette Constituante ne devra pas être soumise « aux pressions extérieures... défilés à la barre de l'Assemblée, manifestations des tribunes, piques et bonnets rouges... » bref que le peuple devra en être tenu le plus à l'écart possible.

Quant aux peuples des colonies, le PCF demande « l'accession des indigènes des colonies à la capacité politique, à la citoyenneté » afin que, puisqu'ils seront représentés à l'Assemblée, la France donne ainsi « à tous ses fils des raisons puissantes de l'aimer ». C'est le langage de l'opresseur colonialiste. C'est l'appel à tous les oncles Tom, futurs Houphouët, Tsiranana et autres serviteurs du néo-colonialisme français.

Le texte de Cogniot annonce donc clairement la couleur : il n'est plus question, même en paroles, de régime nouveau, mais de « régénérer » la bourgeoisie, de retrousser ses manches pour son compte, de l'aider à exploiter les peuples des colonies etc. toutes tâches dont Thorez sera le maître d'œuvre de fin 44 à 47. La politique du PCF ne contient plus, contrairement même au programme du CNR, aucune mesure démocratique de fond, anti monopoliste.

En Avril 45, dans le n°6 des Cahiers du Communisme (qui succèdent à ceux du Bolchevisme), Fajon écrit : « le problème du moment n'est pas démocratie bourgeoise ou démocratie socialiste, mais démocratie bourgeoise ou fascisme », prenant le contrepied des positions de Dimitrov. Les Cahiers n°7 de Mai 45 précisent que la classe ouvrière souhaite « réaliser les tâches de la révolution démocratique bourgeoise qui la mettra plus près de son émancipation sociale ». On pourrait se croire on 1789 ! Cela est faux doublement ; en 1945 la question est de savoir, non pas si le fascisme sera vaincu : c'est fait, mais si il sera éliminé dans ses racines ou simplement au niveau de ses manifestations les plus gênantes pour la bourgeoisie elle-même (qui préfère toujours quand c'est possible la duperie du parlementarisme à la violence ouverte) ; de plus, même si le fascisme restait l'ennemi principal à abattre, c'est dans le sens d'une démocratie populaire et non d'un retour à la démocratie bourgeoise que les communistes devaient mener cette lutte.

Même trahison ouverte sur la question coloniale, quand, dans la suite logique des positions antérieures des Cahiers du Bolchevisme que nous avons déjà analysées, les Cahiers du Communisme indiquent dans leur n°6 que la « séparation irait à l'encontre de l'intérêt de ces populations et ceci pour deux raisons :

- 1) Parce que la nation française en lutte contre les trusts qui la trahissent en même temps qu'ils pillent les colonies, veut instaurer une démocratie véritable qui ne pourra qu'apporter la démocratie à ces populations coloniales
- 2) Parce que les terres habitées par ces populations sont l'objet de convoitises redoutables et elles ne sont pas en état de se garantir une existence vraiment indépendante ».

Le prétexte, à ce propos, de la thèse léniniste que le droit à la séparation ne constitue pas l'obligation du divorce est la reprise exacte des thèses de Thorez de 1937 et est toujours aussi fallacieux. Le PCF ayant reconnu que la démocratie bourgeoise, c'est à dire l'impérialisme français, allait rester au pouvoir, sa position revient à « préférer » cet impérialisme à un autre (éventuel d'ailleurs) : les massacres de Sétif de 1945, alors que le PCF restait au gouvernement, allaient montrer ce que valait cette préférence ! Et aussi jusqu'où peut aller la trahison quand le quotidien du PC à Alger appelle à « une répression inéluctable et nécessaire des actes criminels commis par des agitateurs inconscients et provocateurs »⁴³. La répression en question fit environ 45.000 victimes parmi les patriotes algériens.

⁴³ Cité par Le Monde du 09/05/1975

Par la suite le PCF essaya de masquer cette trahison générale par une ultime argumentation qui prétendait que la France était menacée d'une administration étrangère, prévue par les Alliés sous le nom d'AMGOT. Cela est dérisoire. D'abord parce que nous avons vu que ses positions ne sont que le résultat d'une ligne politique largement présente depuis 1941 (et même avant). Ensuite parce qu'une fois encore, le prolétariat ne préfère pas être administré par « sa » bourgeoisie plutôt qu'une autre (car c'est ainsi que se pose le problème en Août 1944 alors que les nazis sont quasiment vaincus et que les tâches de la lutte pour l'indépendance sont en passe d'être accomplies). Enfin cela masque la réalité concrète. Car qu'elle est-elle alors ?

Elle est que le peuple français a libéré lui-même de très larges fractions du territoire et qu'il est en mesure de s'opposer à toutes administrations réactionnaires, y compris celle de de Gaulle qui, malgré l'aide du PCF, eut souvent du mal à s'imposer. Comme le note Ouzoulias⁴⁴ : « Aucune troupe alliée ne fut nécessaire au Sud et à l'Ouest des lignes Nantes-Bourges, Dijon-Marseille : c'est la Résistance qui y réglera tous les problèmes, libérant à elle seule les trois-cinquièmes de la France », et jusqu'à la capitale, Paris.

Les FFI comptaient plus de 500.000 hommes armés, dont 250.000 FTP, ceci sans compter les milices patriotiques. Soit plus de 800.000 antifascistes en armes, le plus souvent avec des militants du Parti à leur tête : ainsi les FFI étaient commandées par le général Joinville (Malleret) et ils étaient coiffés par le COMAC (organe de contrôle du CNR) dont deux chefs sur les trois étaient aussi membres du Parti. De Gaulle avait bien tenté de subordonner le tout au général Koenig, mais il ne pouvait avoir que l'autorité qu'on voulait bien lui accorder. A Paris, en Corse, dans le Sud-Ouest, etc. les chefs locaux de l'insurrection libératrice étaient aussi des communistes. Tous les combattants de la classe ouvrière, et de nombreux paysans et petits bourgeois, aspiraient avec force à éliminer le fascisme et sa base de classe : la bourgeoisie monopoliste. Ils se battaient non seulement contre les nazis et les collabos mais pour « un monde nouveau », « des lendemains qui chantent ».

En face la bourgeoisie était profondément discréditée par 4 années d'intense collaboration. L'appareil d'Etat bourgeois partait en lambeaux : son principal soutien, l'armée allemande, s'écroulait. La police, la magistrature, les collabos, cherchaient désespérément à se donner une nouvelle virginité de démocrates, à se faire oublier ou à s'enfuir. Jusqu'à l'Eglise qui vacillait, avec Pie XII qui avait béni les armées mussoliniennes partant pour « la grande croisade européenne contre le communisme », les cardinaux Gerlier et Baudrillard farouches suppôts de Pétain, le pasteur Boegner membre de son Conseil etc.

La situation était donc celle que Lénine définissait comme révolutionnaire :

« 1) impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée : crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas habituellement que « la base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore que « le sommet ne le puisse plus 2) Aggravation plus qu'à l'ordinaire de la misère et de la détresse des classes opprimées 3) Accentuation marquée... de l'activité des masses... qui sont poussées... vers une action historique indépendante »⁴⁵.

Il ne s'agit nullement d'affirmer ici que la victoire de la révolution socialiste était assurée. Certes la présence des troupes franco-anglo-américaines était encore un obstacle. Il fallait mener jusqu'au bout la lutte antifasciste comme un préalable à la lutte pour la révolution socialiste. Mais si effectivement les conditions concrètes de 1944 rendaient nécessaire des « louvoisements » les tâches des communistes restaient de préparer l'affrontement final, « de révéler aux masses l'existence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer l'ampleur et la profondeur, d'éveiller la conscience et l'énergie révolutionnaire du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens »⁴⁶.

⁴⁴ Albert Ouzoulias – « Les Bataillons de la Jeunesse » (Editions Sociales 1967)

⁴⁵ Lénine – « La faillite de la II^{ème} Internationale » - OC T21 p216

⁴⁶ Idem – p220

Dans la situation concrète de 1944, cela voulait dire résoudre la question : qui allait prendre le pouvoir ? Le Front Uni de la classe ouvrière et des travailleurs qui avaient menés la lutte antifasciste, à l'aide de ses Comités de Libération, des FFI, des milices ? Ou la fraction gaulliste de la bourgeoisie monopoliste qui déjà, devant le péril, tendait une main plus que secourable à la fraction collabo ? De la solution correcte de cette question dépendait la possibilité qu'un nouvel appareil d'Etat, fondé sur les forces vives et populaires, les forces antifascistes, exerce réellement la répression contre les fascistes, entreprenne réellement les profondes réformes démocratiques ébauchées dans le programme du CNR (par exemple notons que la nationalisation des monopoles aurait eu alors une toute autre signification que celles qui furent décidées pour leur compte en 45). Un tel état de démocratie populaire aurait alors élevé le niveau de conscience des masses et permis la révolution socialiste dans les meilleures conditions. Cela, les exemples de la Tchécoslovaquie, de l'Albanie etc. l'ont montré chacun dans une situation concrète particulière.

Certes une telle perspective n'était pas facile en 1944 compte tenu des graves erreurs déjà commises par le PCF. Mais les forces existaient pour réussir à condition que le Parti prenne résolument la tête d'un tel mouvement et beaucoup pouvait encore être obtenu.

Au lieu de cela les dirigeants du PCF ont choisi de passer dans le camp de la bourgeoisie, trahissant définitivement la classe ouvrière.

Ils ont choisi d'aider la bourgeoisie à faire croire au caractère démocratique, nouveau, du gouvernement, en y participant. Déjà dès le mois d'Avril 44, le PCF avait envoyé deux ministres dans le gouvernement provisoire d'Alger (n'y acceptant même que des strapontins). Ceci sur la base d'un programme établi par le Comité Central, en cinq points⁴⁷ :

- « 1°) Mise en œuvre de tous les moyens dont disposent la France et l'Empire pour faire la guerre ; développer au maximum la puissance de l'armée française nationale antihitlérienne et l'armement des patriotes français, des soldats sans uniforme dans la métropole.
- 2°) Politique de châtement des traîtres qui sont déjà entre les mains des autorités françaises pour donner au peuple de France l'assurance que la justice ne sera pas étouffée.
- 3°) Politique démocratique et sociale hardie qui permettra de galvaniser les énergies populaires pour la guerre.
- 4°) Politique d'union de tous les français et de toutes les populations de l'Empire par la compréhension et en donnant satisfaction aux légitimes revendications des masses indigènes.
- 5°) Renforcement du rôle de la France dans le bloc des nations unies sur la base du respect de l'indépendance de la France et de la restauration de la grandeur française ».

Que vaut ce programme ? On sait que ce n'est pas de Gaulle qui a armé les patriotes, et que c'est Thorez qui a désarmé ceux qui l'étaient. A. Marty dira plus tard : « Il était donc établi le 17 Août 1944 que le gouvernement provisoire présidé par de Gaulle, non seulement n'a pas aidé à la Libération de la France, mais a saboté l'action des patriotes »⁴⁸. Il est clair que les points 4 et 5 sont purement chauvins. Le point 2 n'a pas été réalisé : des milliers de collabos sont morts tranquillement dans leur lit, à commencer par les grands chefs nazis de la Gestapo en France, Oberg et Knochen, graciés par Coty, jusqu'à Touvier par Pompidou, en passant par les assassins d'Oradour etc. etc. Et quant au point 3, il contrevient parfaitement aux indications de Dimitrov sur les conditions de participation des communistes à un gouvernement bourgeois antifasciste. Le VII^{ème} Congrès de l'IC exige en effet d'un tel gouvernement « qu'il réalise des revendications révolutionnaires radicales... par exemple le contrôle de la production, le contrôle des banques, la dissolution de la police, son remplacement par la milice ouvrière armée etc. » On est loin du compte avec de Gaulle !

Participant sur ces bases complètement opportunistes au gouvernement, les dirigeants du PCF ont non seulement servi à masquer son véritable visage, mais ont collaboré activement à rétablir le pouvoir de la bourgeoisie sur la classe ouvrière. Car ils participent à l'intégration des FFI dans l'armée bourgeoise et à leur mise à l'écart. Ils participent en Janvier 45⁴⁹ au désarmement total des ouvriers en soutenant l'ordre de dissolution des milices patriotiques. Thorez dira : « elles ont eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection contre l'occupant et ses complices vichystes. Mais la situation est maintenant différente.

⁴⁷ F. Grenier, op. cité p225-226

⁴⁸ « L'affaire Marty » (1955, ré-édition Editions Norman Bethune)

⁴⁹ Le Conseil des ministres annonça sa volonté de dissoudre les milices le 28 octobre 44, mais c'est au Comité Central des 21-23 janvier que le PCF approuve cette décision et permet ainsi l'exécution.

La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de la police constituées à cet effet. Les gardes civiques et, d'une façon générale tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus plus longtemps » (Rapport au CC du 21/01/45)⁵⁰.

Exiger du prolétariat qu'il s'en remette à la police bourgeoise, c'est vraiment pour le chef du parti communiste qui plus est, le comble de la trahison.

Complètement désarmés, les Comités de Libération, ne peuvent que s'effacer face aux « commissaires de la République » envoyés par de Gaulle et n'accompliront pas les tâches que le CNR leur avait fixées. En Octobre 1944 Duclos déclarait encore : « la Garde Patriotique placée sous l'autorité du Comité local de Libération et de la municipalité, pourvue d'un encadrement permanent et dotée d'un stock d'armes et de munitions doit constituer dans chaque localité, l'élément de sauvegardes des institutions républicaines »⁵¹.

Son compère Thorez, de retour en France le 27 novembre 1944 affirma le contraire le 2 décembre 1944 : « Un seul Etat, une seule police, une seule armée ». Omettant de préciser, bourgeoise. Comment aller plus loin dans la soumission, l'abandon total de la lutte de classe, des principes les plus élémentaires du marxisme ?

Octobre 44 - Décembre 44 : La classe ouvrière française n'avait plus de parti pour la guider vers la révolution socialiste. Plus : elle avait un parti chargé de la tromper. C'est ainsi que le chef du Front National, Villon, déclara plus tard que le PCF dut s'opposer à de nombreuses tentatives de conquête du pouvoir d'Etat par certains résistants et avoua : « c'est nous qui les avons amenés à abandonner leur orientation ».

La seule justification qu'aujourd'hui les révisionnistes tentent de mettre en avant c'est celle des « profondes réformes démocratiques » que le PCF obtint à l'époque : « les conquêtes de la libération » : nationalisations, comités d'entreprise, droit de vote des femmes, sécurité sociale. Certes la bourgeoisie a dû monnayer son retour au pouvoir contre quelques plats de lentilles, c'est bien le mot, non pas par mépris des réformes mais par rapport à ce pourquoi le peuple luttait et pouvait obtenir, par rapport même au programme du Front National ou du CNR.

Il n'est pas du cadre de cette analyse que d'étudier toutes les couleuvres que le PCF a contribué à faire avaler à la classe ouvrière pour le compte de la bourgeoisie après 1944. Notons toutefois que l'historien révisionniste Elleinstein avoue que ces réformes n'ont pas eu de suite, la bourgeoisie ayant « retourné des réformes dirigées contre elles en des instruments de sa politique économique »⁵² et il excuse le PCF en prétendant que c'est là « un phénomène original dans l'histoire contemporaine et qui prouve la grande faculté d'adaptation et de manœuvre de la bourgeoisie ». Quelle nouveauté !!!

Ce même historien va d'ailleurs jusqu'à critiquer Fajon qui déclare encore en Février 1945 « une nationalisation est une mesure socialiste quand elle est réalisée par un Etat socialiste. Dans tous les autres cas elle n'est pas une mesure socialiste », en le taxant d'en rester aux « thèses classiques et anciennes du marxisme » !! A. Marty devait bien montrer d'ailleurs la duperie des nationalisations de 1945-47 votées à l'unanimité par l'Assemblée Nationale, qui servirent surtout à indemniser grassement les anciens propriétaires et à mettre à la charge des contribuables le financement de la reconstruction (cf. l'affaire Marty op. cité p244 à 249).

Ces justifications ne tiennent donc pas et l'histoire a montré très rapidement que la IV^e République ne changeait rien par rapport à la III^e pour la classe ouvrière.

L'Eté 1944 marque donc le point de rupture décisif, le moment où le PCF devint, à l'instar des partis de la II^e Internationale, un parti révisionniste. C'est-à-dire un parti ayant érigé ses erreurs opportunistes en une théorie pseudo-marxiste, un parti qui, ayant gardé largement de par son passé la confiance de la classe ouvrière et l'entretenant par sa duperie, sera le principal soutien de la bourgeoisie, embusqué au sein même de la classe ouvrière. Les sévères critiques de Jdanov à la conférence des Partis Communistes, en Pologne, en Septembre 1947, ne furent en effet nullement prises en compte et ne permirent donc aucun redressement de la ligne du PCF.

⁵⁰ « Histoire du PCF » - (Editions sociales 1964) p446

⁵¹ Cité par André Marty, op. cité p243

⁵² Jean Elleinstein « De la guerre à la libération » (Editions sociales 1972) p114

VI. CONCLUSION

Les dizaines de milliers de résistants, pour beaucoup des communistes, qui ont donné leur vie en 39-45, ne pensaient sûrement pas faire ce sacrifice suprême pour que, 30 ans après, leurs enfants vivent encore dans un monde d'exploitation et de misère. Monde d'où à chaque instant peut resurgir « la bête immonde » du fascisme et la guerre.

Pourquoi cela, pourquoi la force immense du peuple en arme a-t-elle été bâillonnée en cet été 1944 après avoir vaincu, militairement, le fascisme ?

L'analyse montre que cela tient avant tout à la trahison des chefs du Parti Communiste. C'est parce que le Parti était investi de toute la confiance de la classe ouvrière et du peuple travailleur, confiance acquise de longue date et largement renforcée dans des couches multiples du peuple par 4 années passées à la tête de la Résistance, qu'il a pu, seul, briser le mouvement populaire. Seul, car même de Gaulle, avec tout le prestige qu'il avait acquis à partir du moment où le PCF le sacra chef du mouvement populaire, ne l'aurait pas pu.

La ligne politique est déterminante en tout : voilà la leçon que nous devons retenir à l'époque de la reconstruction du parti communiste en France. Car cette rapide analyse de cette période de l'histoire du PCF montre en effet qu'il n'est pas devenu un parti révisionniste traître à la classe ouvrière tout d'un coup un beau jour de 1944.

Certes c'est alors, et alors seulement, que ses dirigeants ont été amenés à s'opposer ouvertement au développement historique du mouvement populaire. Auparavant le PCF était toujours à l'avant-garde de la lutte du prolétariat, car les erreurs commises ne compromettaient pas sa capacité à organiser la lutte contre le fascisme et pour l'indépendance quant aux tâches immédiates. Mais la valeur d'un parti communiste ne peut seulement se mesurer à l'héroïsme de ses militants ou à sa capacité à organiser la classe ouvrière dans les luttes économiques et démocratiques préparatoires. Elle se juge surtout à ses capacités de diriger les luttes pour la révolution socialiste.

D'où l'importance que nous avons accordé à relever les erreurs du PCF jusqu'y compris dans la période 1940-41, c'est à dire alors que sa ligne politique était globalement la plus juste qu'il ait eu pendant la guerre.

C'est bien là la période cruciale ; ou le PCF va jusqu'au bout de l'autocritique de 1939, mène un vaste mouvement de rectification, jusqu'et y compris au niveau de sa direction, ou il ne corrige pas à fond les erreurs et elles réapparaissent à la première occasion.

Ce que montre l'analyse de textes comme l'Appel du 10 Juillet ou le programme Pour le Salut du Peuple de France, c'est que, malgré un très net retour aux justes positions de l'IC, le PCF n'a pas éliminé jusqu'au bout, les erreurs de principe qu'il a commises vis à vis de sa propre bourgeoisie. Car jamais il ne trace de frontières nettes, de conditions précises, délimitant le Front antifasciste (qu'il appelle d'ailleurs, simplement pour la paix, ou plus tard pour l'indépendance) des fractions de la bourgeoisie impérialistes et anti démocratiques. Il avance un programme détaillé (jusqu'à prévoir l'aide aux jeunes mariés !) mais ne pose pas clairement la question du pouvoir qui le fera appliquer.

Sur cette question essentielle du pouvoir d'Etat, on peut suivre la tendance opportuniste du parti tout au long de cette période. Le Thorez de 39 qui fait voter les crédits de guerre tend la main au Thorez de 44 qui organise la restauration du pouvoir bourgeois, à travers l'Appel du 10 Juillet, à travers le chauvinisme quasi constant à l'égard des peuples colonisés, le légalisme, le refus de la lutte des classes

au nom d'une indépendance prématurément déclarée seul objectif de lutte et trop facilement prétexte à l'acceptation du retour de « l'ordre ancien des choses ».

Et ce qui pouvait n'apparaître qu'erreurs de peu d'importance à l'époque de L'Appel ou de Pour le Salut, eut égard aux qualités de ces textes, deviendra plus tard base théorique de la trahison ; ceci parce que ces erreurs correspondaient en fait à des tendances profondes au sein du parti, masquées un moment par l'intervention de l'IC, mais que le changement du caractère politique de la guerre après 1941, qui entraîne la nécessité de participer à la guerre avec la bourgeoisie, amènera à réapparaître.

Or aujourd'hui la reconstruction d'un authentique parti communiste en France s'effectue à une époque qui est toujours celle de l'impérialisme, à une époque où l'hégémonisme des deux super puissances et la crise généralisée du capitalisme mettent la 3^{ème} guerre mondiale à l'ordre du jour. D'autant plus en Europe, point clef de leur rivalité compte tenu de sa richesse économique et de sa relative faiblesse militaire. Et si l'URSS menace la Chine socialiste, elle masse pour le moment ses troupes à l'Ouest, car, comme en 1939 il se pourrait bien que « la lutte des puissances capitalistes pour les marchés et le souhait d'étrangler leurs concurrents (soient) en pratique plus forts que l'opposition entre le camp du capitalisme et le camp du socialisme »⁵³.

Face à ce climat de guerre, que seule la révolution socialiste pourrait conjurer en éliminant les causes profondes, il est clair que la majorité des organisations qui se réclament du marxisme-léninisme hésitent. Comme en 1939 les tendances au social chauvinisme, au compromis sans principe avec la bourgeoisie, sont très fortes.

Elles se masquent en général derrière le fait, nouveau il est vrai, que la bourgeoisie française présente le double aspect d'être impérialiste, mais aussi dominée par les super puissances. Mais ce qui n'est pas nouveau par contre, c'est le prétexte d'avoir à faire à un impérialisme plus puissant, plus redoutable, pour justifier le soutien à son propre impérialisme jugé plus « démocratique », moins agressif etc. Or si le fait des deux super puissances peut permettre effectivement d'envisager que de plus larges fractions de la bourgeoisie s'opposeraient à l'une ou l'autre pour défendre son « bifteck » (encore qu'il n'y est rien là d'inéluctable, au contraire, les expériences historiques de 1870, 1939 etc. montrant qu'elle préfère le plus souvent se soumettre à l'impérialisme le plus fort plutôt que de s'y opposer avec les peuples) et donc s'il peut permettre éventuellement une souplesse tactique différente, il ne change rien quant au fond, à la nature profonde des rapports que le prolétariat peut envisager d'avoir dans un tel cas avec sa bourgeoisie monopoliste. Une guerre entre impérialismes reste toujours une guerre injuste, quelle que soit la taille des adversaires en présence, quel que soit l'agresseur.

« Par social chauvinisme nous entendons la reconnaissance de l'idée de la défense de la patrie dans la guerre capitaliste actuelle, la justification de l'alliance des socialistes et des gouvernements de « leurs » pays respectifs dans cette guerre, le refus de préconiser et de soutenir les actions révolutionnaires prolétariennes contre "leur" bourgeoisie »⁵⁴.

« L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat. La guerre rend cette alliance particulièrement manifeste et forcée ». (idem)

Sur le fond cette analyse de Lénine caractérise aussi bien les opportunistes et social-chauvins de 1914 à la J. Guesde que ceux de 1939 à la Thorez, jusqu'à ceux d'aujourd'hui genre « Humanité Rouge ». Car, répétons-le, à l'époque de l'impérialisme la bourgeoisie ne peut avoir de rôle historique progressiste en tant que classe.

L'analyse concrète de la guerre doit certes nous amener à apprécier diversement son rôle sur le plan tactique. Il est possible que la bourgeoisie française cherche d'une certaine façon à ne pas participer à une guerre éventuelle opposant les deux superpuissances. Il se peut que la situation entraîne la nécessité d'une lutte de libération nationale, et que la bourgeoisie ne soit pas alors la cible immédiate

⁵³ Staline : « Les problèmes économiques du socialisme en URSS

⁵⁴ Lénine – « La faillite de la II^{ème} Internationale » OC T21 p247-248

des coups du prolétariat : c'est là des faits qui doivent être analysés suivant le caractère politique de la guerre. Mais en aucun cas les communistes ne doivent proposer au prolétariat de se soumettre à la bourgeoisie dans les tâches de Défense nationale, en aucun cas le prolétariat ne peut escompter qu'elle les mènera jusqu'au bout, en aucun cas il ne doit abandonner ses perspectives révolutionnaires.

Par rapport à la fraction gaulliste le PCF a confondu compromis et soumission. Il n'a pas, comme on le dit parfois, séparé la lutte nationale délibération de la lutte économique, sociale et politique. Au contraire ce qui a fait sa force, lui a permis de rallier l'ensemble de la classe ouvrière, c'est qu'il a été à la fois la tête de la lutte pour l'indépendance et au premier rang des luttes pour les revendications économiques et démocratiques. Mais il a donné un contenu politique bourgeois à ces luttes en ne les reliant pas à la révolution socialiste dont elles n'auraient dû être que la préparation.

Avoir pour politique de « pousser » sa bourgeoisie à pratiquer telle ou telle politique de défense nationale, s'en remettre à elle dans toutes les luttes, comme par exemple les luttes démocratiques et nationales, qui ne sortent pas des limites de la société bourgeoise, et sous ce prétexte justement que la bourgeoisie peut y être intéressée dans une certaine mesure, c'est s'opposer à l'accomplissement de ces tâches par le prolétariat qui seul peut les mener jusqu'au bout, ou plutôt c'est les lui faire accomplir pour le compte de la bourgeoisie et dans les limites qu'elle imposera.

C'est ce que théorise le révisionniste Cogniot quand il déclare : « En combattant la crainte du peuple qui se manifeste chez les éléments bourgeois ralliés à la lutte contre Hitler, la Résistance vise à obtenir après la victoire militaire des réformes démocratiques fondamentales »⁵⁵.

Mais Mr. Cogniot, ce n'est pas « la crainte du peuple » qu'il fallait combattre ! Comme s'il était possible que la bourgeoisie ne craigne pas le peuple ! C'est bien avec ces arguments qu'on justifie toutes les trahisons : ne vous battez pas vous allez effrayer la bourgeoisie alors qu'il faut la rassurer, paraître doux comme des moutons. C'est ce qu'expliquait Lénine⁵⁶ :

« La renonciation du point de vue de classe et à la lutte de classe par crainte de s'aliéner « la grande masse de la population » (lire : la petite bourgeoisie) ».

Or la seule façon de combattre cette crainte est que le prolétariat, prenant la tête du mouvement historique, montre clairement par les mesures qu'il prend, que lui seul est capable d'émanciper aussi les classes moyennes du joug capitaliste. Et déjà en 1944 le PCF avait réussi, sans même avoir été au pouvoir, et donc sans avoir pu encore prendre des mesures radicalement démocratiques et révolutionnaires, à rallier la sympathie de millions de travailleurs de toutes catégories, à cause de la fermeté de sa lutte et de l'effondrement des soit disant partis de gauche genre radicaux ou socialistes. Par la suite avec ses "retroussez vos manches" pour les patrons, son antipopulaire et son soutien aux entreprises néocoloniales, il perdit cette confiance.

C'est pourquoi aujourd'hui, quand on voit par exemple un groupe « marxiste-léniniste » soit disant, se féliciter de ce que la Résistance ait permis « le renforcement du gouvernement provisoire de Londres »⁵⁷, et expliquer que « plus le prolétariat révolutionnaire et son parti sont forts, plus les conditions de résistance de la bourgeoisie sont bonnes »⁵⁸ on peut bien dire : n'est-ce pas là de la phraséologie à la Cogniot ! Non seulement ces gens passent allègrement au-dessus de toutes les expériences historiques, et leur faudrait bien expliquer aussi en quoi la Commune ou le Front Populaire ont poussé la bourgeoisie à résister ; non seulement ils érigent en principe ce qui ne peut dépendre que du caractère politique concret de la guerre (qui seul déterminera de quel côté se placera la bourgeoisie) ; mais encore ils tranchent la question essentielle avec un bel opportunisme en préconisant de « pousser » la bourgeoisie à résister, en l'adjurant dans de nombreux articles de renforcer son armée

⁵⁵ « Des victoires de Hitler au triomphe de la démocratie et du socialisme » op. cité

⁵⁶ « La situation et les tâches de l'Internationale Socialiste » OC T21 p29. Et c'est exactement la position des Cahiers du Communisme n°10 qui s'élèvent contre toute propagande en faveur du socialisme qui ne ferait « qu'effrayer et repousser bien des petites gens de la paysannerie laborieuse et des classes moyennes ».

⁵⁷ Prolétariat (revue théorique et politique du PCMLF) n°10-1975 p11, note 1

⁵⁸ idem

et sa défense et ainsi en détournant le prolétariat de ses tâches pour mieux le préparer à une nouvelle soumission derrière le « bouclier » bourgeois. Ainsi la question de la révolution ne se pose même plus.

La ligne thorézienne, si ancienne en France, n'est donc pas morte. Mais 1944 ne se renouvellera pas si les communistes authentiques savent en tirer la leçon et combattre dès aujourd'hui toutes manifestations de la résurgence de ces erreurs que l'expérience historique nous permet de bien connaître.

« La guerre n'est pas un accident... mais une étape inévitable du capitalisme... d'autres guerres suivront celle-ci, à moins qu'il ne se produise une série de révolutions victorieuses... De nos jours la guerre est une guerre des peuples. Cette vérité n'implique pas qu'il faille se laisser emporter par le courant « populaire » du chauvinisme, mais elle signifie que les contradictions de classe qui déchirent les peuples persistent et se manifesteront également en temps de guerre, à la guerre, dans le cadre de la guerre... Si ce n'est aujourd'hui, ce sera demain, si ce n'est au cours de la présente guerre, ce sera dans la période qui suivra, si ce n'est durant cette guerre ce sera pendant la prochaine, le drapeau de la guerre civile deviendra le point de ralliement non seulement de centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais aussi de millions de semi-prolétaires et de petits bourgeois aujourd'hui bernés par le chauvinisme »⁵⁹.

Vive la lutte de classe ! Vive le prolétariat ! Vive le Communisme !

Paris Janvier-Septembre 1975.

POSTFACE

Le numéro 3 de Juin 75 « d'Albanie Aujourd'hui » contient deux excellents articles relatifs aux questions analysées ci-dessus (mais il m'est malheureusement arrivé trop tard).

Il y est notamment expliqué (p37) l'importance des leçons à tirer de l'histoire de la guerre antifasciste face au danger croissant que représentent les 2 super puissances et la montée du fascisme en Europe. Il y est rappelé que « l'histoire a montré que les concessions et les reculs devant l'impérialisme et son agression fasciste loin d'adoucir l'impérialisme l'encouragent et le rendent encore plus agressif dans ses actes d'expansion ».

Cela confirme l'importance qu'il y a à traiter ces questions avec soin. Aussi faut-il garder le plus grand sens critique à l'égard d'analyses comme celles de la récente brochure de « l'Employé en Lutte » sur la période 40-41 (qui m'est parvenue au même moment). Car si elle tend justement à s'opposer aux conceptions révisionnistes sur la question de la participation à la guerre impérialiste, elle laisse dans l'ombre un point crucial qui est parfaitement noté par les Albanais : la question du pouvoir dans la lutte antifasciste de libération nationale. Cette brochure se réclame du marxisme-léninisme, mais approuve sans réserve la ligne du PCF telle qu'elle figure dans « Pour le Salut » et même dans l'Appel du 10 Juillet ». Or, nous l'avons vu, ces textes ne répondent pas précisément à cette question du pouvoir, et l'Employé en Lutte leur emboîte le pas en semblant considérer comme correcte la seule lutte contre le fascisme (contre Vichy) et pour l'Indépendance.

Au contraire l'article d'Albanie Aujourd'hui souligne (p48 , et il y a là l'expression d'un désaccord absolu avec les thèses chauvines d'HR) que : « Le grand mérite historique du Parti communiste Albanais réside précisément en ce qu'il ne sépara jamais, dès sa fondation, la question de la libération nationale de la

⁵⁹ Lénine – « La situation et les tâches de l'Internationale socialiste » op. cité

question de la conquête du pouvoir par les masses laborieuses, mais qu'il les considéra comme deux tâches d'un seul et même objectif stratégique » et que le Parti « a mené une ferme lutte en vue de faire passer le pouvoir totalement entre les mains des masses laborieuses, pour que ce pouvoir ne fut partagé en aucune façon avec les anciennes classes exploiteuses », et que le pays ne soit pas soumis « à la réaction intérieure et aux impérialistes anglo-américain ».

L'article applique même à la Résolution des groupes communistes d'Albanie, qui fixait pourtant dès 1940 de « combattre en même temps pour l'indépendance nationale et pour un gouvernement populaire démocratique » la critique suivante qui peut assez bien s'appliquer à « Pour le Salut » : « Cette tâche stratégique était formulée en termes généraux, sans que fussent précisées la manière dont devait se développer cette lutte ni surtout la composition de ce gouvernement populaire démocratique... on ne définissait pas le caractère de classe de ce gouvernement pas plus que la position du Parti communiste à son égard ».

Mais sur cette base le PCA sut avancer plus loin, alors que les dirigeants du PCF ne surent que profiter de ce « caractère général » pour replacer leur camelote opportuniste.

Cela montre bien, et cette brochure peut aussi présenter des insuffisances à cet égard, qu'il ne suffit pas de critiquer les compromis de principe à l'égard de la guerre ou du chauvinisme en général, ce que peut faire par exemple le petit bourgeois pacifiste, mais qu'il faut porter la critique jusqu'à la question centrale du pouvoir et de la dictature du prolétariat. Sinon la lutte antifasciste reste une lutte petite bourgeoise antifasciste.

Septembre 75. T. Thomas